



Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1901

Roma — Mercoledì 15 Maggio

Numero 116

DIREZIONE
in Via Larga nel Palazzo Baleani

Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi

AMMINISTRAZIONE
in Via Larga nel Palazzo Baleani

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
 » a domicilio e nel Regno: » 30; » 15; » 8
 Per gli Stati dell'Unione postale: » 80; » 40; » 22
 Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.
 Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli
 Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Un numero separato in Roma cent. 10 — nel Regno cent. 15 — arretrato in Roma cent. 20 — nel Regno cent. 30 — all'Estero cent. 35
 Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionalmente.

Inserzioni

Atti giudiziari L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea.
 Altri annunci » 0.30 }
 Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla
 Amministrazione della Gazzetta.
 Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa
 al foglio degli annunci.

Domani, 16 maggio, ricorrendo una delle feste determinate dalla Legge 23 giugno 1874, n. 1968, non si pubblicherà la GAZZETTA UFFICIALE.

SOMMARIO

PARTÈ UFFICIALE

Leggi e decreti: R. decreto n. CXXI (Parte supplementare) che autorizza l'esercizio a trazione elettrica di una tramvia in provincia di Novara — Riassunto delle deliberazioni delle conferenze relative all'alpeggio del bestiame italiano nel Canton dei Grigioni ed all'importazione di quello svizzero in territorio italiano — Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio — Direzione Generale dell'Agricoltura: Bollettino sanitario settimanale del bestiame, n. 16, dal 15 al 21 aprile — Ministero delle Poste e dei Telegrafi: Avviso — Ministero del Tesoro — Ufficio centrale d'ispezione per gli Istituti di emissione e i servizi del Tesoro: Avviso — Direzione Generale del Tesoro: Prezzo del cambio per certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione — Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio — Divisione Industria e Commercio: Media dei corsi del Consolidato a contanti nelle varie Borse del Regno.

PARTÈ NON UFFICIALE

Senato del Regno e Camera dei deputati: Sedute del 14 maggio — Diario Estero — R. Accademia dei Lincei: Seduta del 5 maggio — Notizie varie — Telegrammi dell'Agenzia Stefani — Bollettino meteorico — Inserzioni.

PARTÈ UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il Numero CXXI (Parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Vista la legge 27 dicembre 1896, n. 561, sulle tramvie a trazione meccanica e sulle ferrovie economiche;
 Visto il Regolamento per l'esecuzione di detta legge, approvato con Nostro decreto del 17 giugno 1900, n. 306;

Vista la domanda 9 dicembre 1899 dei signori ingegnere Catella Eugenio, geometra Perrone Maggio-

rino e Botto Salvio, per ottenere l'autorizzazione all'esercizio di una tramvia a trazione elettrica da Biella all'Ospizio di Oropa;

Sentiti il Consiglio Superiore dei Lavori Pubblici e il Comitato Superiore delle Strade Ferrate;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per i Lavori Pubblici;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Sotto l'osservanza delle disposizioni della precitata legge 27 dicembre 1896 e del Regolamento 17 giugno 1900, n. 306, nonché delle condizioni contenute nel relativo disciplinare, è autorizzato l'esercizio a trazione elettrica della tramvia da Biella all'Ospizio di Oropa dello scartamento di metri 1.00.

La costruzione di detta linea dovrà essere fatta in conformità dei piani, visti, d'ordine Nostro, dal predetto Nostro Ministro Segretario di Stato per i Lavori Pubblici.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 21 aprile 1901.

VITTORIO EMANUELE

G. Giusso.

Visto, Il Guardasigilli: Cocco-ORTU.

Résumé des délibérations des Conférences du 1^o au 3 de mai 1901, tenues à Milan entre les délégués du Royaume d'Italie et de la Confédération Suisse relativement à l'entrée du bétail italien sur les pâturages du Canton des Grisons et à l'importation du bétail suisse sur territoire italien.

Les délégués du Royaume d'Italie et de la Confédération Suisse
savoir

Pour l'Italie :

Monsieur le commandeur professeur Bartolomeo Moraschi, di-

recteur-chef de la Division zootechnique au Ministère Royal de l'Agriculture, Industrie et Commerce;

Monsieur le chevalier professeur Nicola Lanzillotti, directeur de l'Ecole Royale de médecine vétérinaire à Milan;

Monsieur le chevalier docteur Giacomo Cavallini, conseiller provincial de Come et vétérinaire Royal de frontière à Chiasso.

Pour la Suisse:

Monsieur le colonel Potterat, commissaire fédéral pour les épizooties;

Monsieur Müller, chef de la Division de l'Agriculture du Département fédéral du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture;

Monsieur Caffisch, conseiller d'Etat du Canton des Grisons; ont, d'un commun accord et dans l'intérêt des deux Pays, reconnu comme utiles et opportunes les dispositions ci-après, remplaçant celles fixées par les Conférences du 12-14 mai 1891, qui eurent lieu également à Milan entre les délégués des deux Gouvernements:

I. Les animaux appartenant aux espèces chevaline (chevaux, mulets, ânes), bovine, ovine et caprine provenant de l'Italie et destinés aux pâturages des vallées du Misox et Calanca, de Münster, de Poschiavo, de l'Engadine et du Bergell (Bregaglia) pour autant que ces dernières vallées n'appartiennent pas au bassin de réception du Rhin, seront admis aux bureaux, de douanes suisses de Sta. Maria, de Zernez, de Campocologno de Castasegna et de Chiasso s'ils remplissent les conditions indiquées ci-dessous. L'admission à d'autres bureaux de douanes demeurera, en considération des circonstances actuelles et par mesure provisoire de police vétérinaire, réservée à une entente ultérieure.

II. Le bétail d'origine italienne destiné à l'estivage sur des pâturages suisses doit être inscrit, douze jours avant le départ, auprès du *sindaco* de la Commune où il séjourne.

L'inscription doit contenir:

1. le nom, prénom et domicile du propriétaire des animaux;
2. le nom et prénom du conducteur des animaux (si le propriétaire ne les accompagne pas lui-même);
3. l'espèce des animaux;
4. le nombre des animaux de chaque espèce;
5. l'endroit dans lequel séjournent les animaux au moment de l'inscription;
6. l'indication de l'alpage de destination des animaux et de la commune à laquelle celui-ci appartient;
7. le chemin que les animaux ont à parcourir pour atteindre la frontière suisse avec indication de localités, des étapes et de la durée du trajet;
8. le bureaux de douanes par où les animaux doivent entrer en Suisse;
9. la déclaration d'après laquelle le bétail respectif n'a depuis trente jours au moins pas été atteint d'une maladie contagieuse ou infectieuse et que depuis ce même laps de temps aucune de ces maladies n'a régné sur l'espèce dans la localité de provenance.

III. La demande, signée par le *sindaco*, et par le vétérinaire communal, est immédiatement envoyée à la Préfecture.

IV. Après avoir reçu les demandes, le préfet délègue le vétérinaire gouvernemental dans la localité où se trouvent les animaux destinés à l'estivage.

V. Le vétérinaire gouvernemental arrivé sur place, doit:

1. visiter chaque tête de bétail et s'assurer que tout le troupeau est sain et indemne de maladie contagieuse et qu'il n'a pas été en contact avec du bétail malade;
2. marquer au moyen d'un appareil spécial chaque animal du troupeau indemne, dans le but d'en établir l'identité;
3. prendre note des animaux marqués et reproduire la marque sur le certificat.

VI. Huit jours après la première visite sanitaire, le vétérinaire gouvernemental se rendra, sans autre ordre au lieu de séjour pour procéder à la seconde visite.

Si le nombre des animaux a diminué sans motif justifié, ou si

le troupeau ne séjourne plus au même endroit, ou si, enfin, l'état sanitaire n'était pas parfait, le vétérinaire refusera la délivrance du certificat sanitaire.

Si, lors de la deuxième visite, les animaux sont reconnus exempts de maladies contagieuses, le dit vétérinaire délivrera le certificat d'origine et le fera viser par le *sindaco*.

VII. La surveillance sanitaire et le contrôle des troupeaux se dirigeant vers la frontière suisse sont exercés par les vétérinaires du Gouvernement et des communes.

Si des cas de maladies contagieuses sont constatés dans la contrée que doivent parcourir les troupeaux, les vétérinaires précités prendront les mesures nécessaires pour que les troupeaux passent par des chemins ne présentant aucun danger d'infection.

Le transport des animaux destinés à l'estivage s'effectuera, dans la mesure du possible, par chemin de fer.

L'autorité de chaque Pays décidera de l'application de cette mesure sur son territoire. Une déclaration du vétérinaire communal justifiera que le wagon employé pour le transport a été nettoyé et désinfecté avant le chargement des animaux.

VIII. Arrivé au bureau de douane le bétail sera visité par le vétérinaire-frontière suisse.

Dans ce but les bureaux de douanes indiqués à l'article 1 seront ouverts du 10 au 30 juin de chaque année.

Si lors de cette visite un seul cas de maladie contagieuse ou infectieuse, surtout de fièvre aphteuse, était constaté ou si le certificat d'origine était irrégulier, toute importation du bétail d'estivage en Suisse, par le bureau en question serait immédiatement suspendue pendant sept jours.

Le bétail qui a été admis à l'estivage en Suisse subira une quarantaine de quatorze jours au pâturage de destination.

IX. Pour la libre importation du bétail suisse en Italie, l'importateur doit présenter à la frontière italienne des animaux non atteints d'une maladie contagieuse et accompagnés de certificats d'origine et de santé délivrés par l'inspecteur du bétail compétent. Ces certificats seront établis comme suit:

- a) pour les animaux des espèces chevaline et bovine destinés à l'importation, des certificats selon le formulaire A du règlement d'exécution du 14 octobre 1887 et contenant le signalement de l'animal ainsi que le nom et le domicile du propriétaire;
- b) pour les animaux des espèces caprine, ovine et porcine, des certificats d'après le formulaire B, contenant la désignation des espèces, le nombre des animaux de chaque espèce, ainsi que le nom et le domicile des propriétaires;
- c) pour les animaux destinés à l'hivernage, des certificats d'après le formulaire C, sur papier bleu, contenant les mêmes indications que celles mentionnées sous litt. b. Sur chaque certificat, l'inspecteur du bétail compétent doit certifier que l'animal ou les animaux désignés ne sont atteints d'aucune maladie contagieuse et qu'ils proviennent d'une étable exempte de toute mesure restreignant le commerce du bétail et d'une localité indemne de maladie contagieuse depuis vingt jours.

X. Si une maladie contagieuse venait à être constatée par le vétérinaire-frontière italien sur un animal présenté à l'importation, le Gouvernement Royal pourra fermer le bureau de douanes respectif à l'importation du bétail suisse, mais seulement pendant sept jours depuis la constatation de la maladie.

XI. Il est entendu que rien n'est changé en ce qui concerne l'importation en Suisse du bétail italien de boucherie, sous la réserve que la Suisse ne sera entravée en rien dans son droit législatif concernant la police des épizooties.

XII. Les dispositions énoncées ci-dessus seront observées par le deux Parties, aussi long temps qu'elles n'auront été dénoncées par l'une ou l'autre d'entre elles six mois à l'avance.

Milan, le 4 de mai 1901.

Au nom des délégués du Royaume d'Italie
B. MORESCHI.

Au nom des délégués de la Confédération Suisse
POTTERAT.

REGNO D'ITALIA

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

DIREZIONE GENERALE DELL' AGRICOLTURA

Bollettino sanitario settimanale del bestiame. N. 16, dal 15 al 21 aprile 1901.

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre ricono- scite infette dopo l'ul- timo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente am- malati	caduti ammalati dal 15 al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Peste bovina.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pleuro-polmoni- te contagiosa.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Carbuncchio ematico.	<i>Cuneo.</i>	Cuneo.	Cuneo	bovina	1	—	1	—	1	—
	»	Saluzzo.	Sampeyre	»	1	—	1	—	1	—
	<i>Alessandria.</i>	Asti.	Castagnole Lanzo. .	»	1	—	1	—	1	—
	»	Casale Monfer.	Casorzo	»	1	—	1	—	1	—
	Piemonte				4	—	4	—	4	—
	<i>Milano.</i>	Milano.	Milano	bovina	1	—	1	—	1	—
	<i>Bergamo.</i>	Bergamo.	Telgate	»	1	—	1	—	1	—
	<i>Brescia.</i>	Brescia.	Brescia	»	1	—	1	—	1	—
	Lombardia				3	—	3	—	3	—
	<i>Venezia.</i>	Portogruaro.	Caorle	bovina	1	—	1	—	1	—
	Veneto				1	—	1	—	1	—
	<i>Reggio Emi- lia.</i>	Reggio Emilia.	Cadelbosco sopra . .	bovina	1	—	1	—	1	—
	<i>Modena.</i>	Mirandola.	Cavezzo	»	1	—	1	—	1	—
	»	»	Mirandola	»	1	—	1	—	1	—
	»	Modena.	Fiorano	»	1	—	1	—	1	—
	»	Pavullo.	Pievepelago	»	1	—	1	—	1	—
	<i>Ferrara.</i>	Comacchio.	Migliorino	»	2	—	2	—	2	—
	»	Ferrara.	Ferrara	»	1	—	1	—	1	—
	<i>Forlì.</i>	Cesena.	Borghi	»	1	—	1	—	1	—
	Emilia				9	—	9	—	9	—
	<i>Perugia.</i>	Orvieto.	S. Venanzo	bovina	1	—	1	—	1	—
	Marche ed Umbria				1	—	1	—	1	—
	<i>Pisa.</i>	Pisa.	Pisa	bovina	1	—	1	—	1	—
	<i>Firenze.</i>	Pistoia.	Pistoia	»	1	—	1	—	1	—
	»	S. Miniato.	Santa Croce	»	1	—	1	—	1	—
	Toscana				3	—	3	—	3	—

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre ricono- sciute infette dopo l'ul- timo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente am- malati	caduti ammalati dal 15 al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
<i>Seque</i> Carbonchio ematico.	<i>Foggia.</i>	<i>Foggia.</i>	Trinitapoli	bovina	1	—	1	—	1	—
	<i>Napoli.</i>	<i>Castellammare.</i>	Sorrento	»	—	1	—	1	—	—
	Regione Meridionale Mediterranea .				1	1	1	1	1	—
	<i>Palermo.</i>	<i>Palermo.</i>	Palermo	bovina	1	—	2	—	2	—
	<i>Siracusa.</i>	<i>Siracusa.</i>	Carlentini	»	1	—	2	—	2	—
	Stella				2	—	4	—	4	—
	<i>Sassari.</i>	<i>Alghero.</i>	Mara	equina	1	—	1	—	—	1
	»	<i>Sassari.</i>	Ittiri	»	—	1	1	1	—	1
	Sardegna				1	1	2	1	—	2
Carbonchio sintomatico.	<i>Perugia.</i>	<i>Terni.</i>	Calvi dell'Umbria .	equina	2	—	2	—	1	1
	Marche ed Umbria				2	—	2	—	1	1
	<i>Foggia.</i>	<i>S. Severo.</i>	S. Giovanni Rotondo.	bovina	1	—	3	—	3	—
	Regione Meridionale Adriatica . .				1	—	3	—	3	—
Afta epizootica	<i>Cuneo.</i>	<i>Alba.</i>	Canale	bovina	—	1	—	1	—	—
	»	<i>Cuneo.</i>	Cuneo	»	2	5	2	5	2	—
	»	»	Fossano	»	—	9	—	1	6	2
	»	»	Villafalletto . . .	»	—	17	—	—	—	—
	»	»	Voltignasco	»	1	—	6	4	—	6
	»	<i>Saluzzo.</i>	Brossasco	»	—	3	—	3	—	—
	»	»	Caramagna P. . . .	»	—	4	—	4	—	—
	»	»	Genola	»	—	3	—	3	—	—
	»	»	Moretta	»	—	13	—	13	—	—
	<i>Torino.</i>	<i>Ivrea.</i>	Agliè	»	—	6	—	6	—	—
	»	»	Caluso	»	25	9	77	9	5	72
	»	»	Id.	suina	2	—	5	—	—	5
	»	»	Pavone	bovina	3	7	12	—	—	19
	»	»	S. Giusto	»	1	—	3	—	1	2
	»	<i>Pinerolo.</i>	Cavour	»	—	5	—	5	—	—
	»	<i>Torino.</i>	Brozolo	»	1	—	2	—	1	1
	»	»	Carignano	»	—	18	—	—	2	16
	»	»	Caselle	»	4	—	21	—	4	17
	»	»	Chivasso	»	3	7	6	7	3	3
	»	»	Montanaro	»	3	8	18	—	2	24
	»	»	S. Sebastiano Po . .	»	—	1	—	1	—	—
	»	»	Volpiano	»	10	6	18	3	5	16
	<i>Alessandria.</i>	<i>Acqui.</i>	Cassine	»	1	4	2	—	—	6

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre ricom- nosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente am- malati	caduti ammalati dal 15. al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue Afta epizootica.	Alessandria.	Acqui.	Castelnuovo Bormida	bovina	2	—	4	3	—	1
	»	Alessandria.	Alessandria . . .	»	1	40	2	20	2	20
	»	»	Bosco Marengo . .	»	—	28	—	20	—	8
	»	»	Frugarolo	»	—	2	—	—	—	2
	»	Asti.	Asti	»	1	—	4	—	1	3
	»	»	Baldichieri	»	—	4	—	—	—	4
	»	»	S. Marzano	»	1	—	1	—	—	1
	»	»	Serravalle	»	1	—	2	—	—	2
	»	»	Tigliole d'Asti . .	»	—	4	—	—	—	4
	»	Casale Monfer.	Aramengo	»	1	—	1	—	—	1
	»	»	Camino	»	—	1	—	—	—	1
	»	»	Moncalvo	»	—	1	—	—	—	1
	»	»	Morano Po	»	—	7	—	—	—	7
	»	»	Pontestura	»	—	1	—	—	—	1
	»	»	Serralunga	»	1	1	2	—	—	3
	»	»	Solonghello	»	1	—	2	—	—	2
	»	Novi Ligure.	Novi	»	2	—	5	—	—	5
	Novara.	Biella.	Biella	»	—	3	—	3	—	—
	»	»	Occhieppo Inferiore.	»	—	3	—	3	—	—
	»	»	Trivero	»	1	22	10	20	1	11
	»	Domodossola.	Antronapiana . . .	»	3	14	10	12	2	10
	»	»	Cardezza	»	—	12	—	7	—	5
	»	»	Villadossola	»	—	2	2	1	1	2
	»	Novara.	Agnellengo	»	—	6	—	6	—	—
	»	»	Agrate	»	—	26	—	26	—	—
	»	»	Bellinzago	»	—	9	9	9	6	3
	»	»	Boca	»	1	1	1	1	1	—
	»	»	Boletto	»	—	24	—	13	—	11
	»	»	Borgolavezzaro . . .	»	—	32	—	25	1	6
	»	»	Borgomanero	»	2	3	8	3	1	7
	»	»	Castellazzo	»	—	14	—	14	—	—
	»	»	Cressa	»	1	15	4	13	1	5
	»	»	Novara	»	1	20	45	8	15	42
	»	»	Oleggio	»	—	7	—	7	—	—
	»	»	Sozzago	»	—	1	13	4	—	10
	»	»	Suno	»	—	3	—	3	—	—
	»	»	Trecate	»	—	20	—	20	—	—
	»	»	Vaprio d'Agogna . .	»	4	5	45	5	—	45
	»	»	Veruno	»	3	2	9	3	4	4
	»	Pallanza.	Vogogna	»	—	2	—	2	—	—

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre ricono- sciute infette dopo l'ul- timo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente am- malati	caduti ammalati dal 15 al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Afta epizootica.	Novara.	Varallo.	Fobello	bovina	—	4	—	4	—	—
			Caresanablot . . .	»	1	—	51	—	2	49
		Vercelli.	Collobiano	»	—	33	—	—	—	36
			Gattinara	»	—	2	—	2	—	—
			Ghislarengo	»	3	2	12	2	2	10
			Lenta	»	—	4	—	2	—	2
			Id.	suina	1	—	2	—	—	2
			Trino	bovina	—	2	—	2	—	—
			Vercelli	»	—	32	—	32	—	—
			Villarboit	»	6	—	33	3	4	26
		Piemonte			94	543	449	372	79	541
	Pavia.	Mortara.	Cassolnuovo	bovina	7	5	7	—	5	7
			Confienza	»	1	21	—	8	1	12
			Cozzo	»	1	—	88	8	—	80
			Mezzana Bigli . . .	»	2	48	6	49	2	3
			Nicorvo	»	1	6	10	5	1	10
			Vigevano	»	4	—	223	20	—	203
		Pavia.	Albuzzano	»	—	13	—	—	—	13
			Id.	suina	—	95	—	—	—	95
			Bascapè	bovina	—	74	—	3	1	70
			Belgioioso	»	2	44	23	23	—	44
			Id.	suina	—	19	—	—	—	19
			Cura Carpignana . .	bovina	1	—	50	—	—	50
			Ferrera Erbognone .	»	—	27	62	—	6	83
			Inverno	»	1	10	6	10	—	6
			Id.	suina	—	23	—	23	—	—
			Sannazzaro de' Bur. ¹	bovina	—	24	29	—	12	41
			Santa Cristina . . .	»	1	—	40	—	—	40
			Scaldasole	»	—	4	—	4	—	—
			Siziano	»	—	22	—	22	—	—
			Villanterio	»	1	—	58	—	—	58
	Milano.	Abbiategrosso.	Arconate	»	—	5	—	1	—	4
			Busto Garolfo . . .	»	—	2	—	2	—	—
			Cuggiono	»	1	7	4	—	2	9
			Inveruno	»	—	3	—	3	—	—
			Morimondo	»	—	3	—	3	—	—
			Ozzero	»	1	—	17	—	—	17
			Busto Arsizio . . .	»	1	—	1	—	1	—
		Gallarate.	Caronno Milanese .	»	—	2	—	2	—	—
			Cislago	»	—	7	—	7	—	—

Segue

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre ricono- sciute infette dopo l'ul- timo bollettino	ANIMALI				
						pr cedentemente am- malati.	caduti ammalati dal 15 al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
<i>Segue</i> Afta epizootica.	Milano.	Gallarate.	Gorla Minore. . . .	bovina	—	1	—	1	—	—
			Lonate Pozzolo. . .	»	1	10	4	—	—	14
		»	Mornago.	»	—	3	—	3	—	—
			Pregnana.	»	2	—	4	2	—	2
		Lodi.	Borghetto Lod.º . .	»	1	67	7	67	—	7
			Caselle Lurani . . .	»	1	—	6	—	—	6
		»	Cazzimani.	»	1	—	2	—	—	2
			Codogno.	»	2	33	157	20	—	170
		»	Comazzo.	»	—	25	—	16	—	9
			Cornegliano Laudense	»	1	6	2	3	—	5
		»	Graffignana.	»	2	1	6	1	—	6
			Lodi.	»	6	119	215	75	1	258
		»	Id.	suina	—	11	—	11	—	—
			Lodi Vecchio . . .	bovina	2	190	130	110	—	210
		»	Montanaso Lombar.	»	—	34	—	7	—	27
			Mulazzano.	»	1	42	40	12	—	70
		»	Orio Litta.	»	—	11	—	11	—	—
			S. Angelo Lodigiano.	»	2	344	58	193	—	209
		»	Id.	suina	—	193	—	103	—	90
			S. Martino in Strada.	bovina	2	88	90	60	—	118
		»	Villanova Sillaro .	»	—	9	—	3	—	6
			Villavesco.	»	—	5	—	5	—	—
		»	Zelo Buon Persico .	»	3	4	165	—	—	169
			Bellinzago Lombar.	»	2	31	9	25	—	15
		»	Busseto.	»	2	—	4	—	—	4
			Carpiano.	»	—	40	—	22	—	18
		»	Cassano d'Adda. . .	»	—	2	—	2	—	—
			Chiaravalle Mil. . .	»	1	40	85	35	32	58
		»	Crescenzenago. . . .	»	—	25	—	10	—	15
			Cusago.	»	—	3	—	3	—	—
		»	Grezzago.	»	1	3	1	3	—	1
			Liscate.	»	—	51	—	22	—	29
		»	Locate Triulzi . . .	»	1	40	27	33	—	34
			Id.	suina	—	2	—	2	—	—
		»	Melegnano.	bovina	—	12	—	12	—	—
			Melzo.	»	2	2	36	9	—	29
		»	Milano.	»	4	46	6	46	3	3
			Musocco.	»	—	8	—	8	—	—
		»	Novate Mil.	»	2	4	4	4	—	4
			Peschiera Borromeo	»	—	150	—	20	—	130

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre ricono- sciute infette dopo l'ul- timo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente am- malati	caduti ammalati dal 15 al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
<i>Segue</i> Afta epizootica.	<i>Milano.</i>	<i>Milano.</i>	Peschiera Borromeo.	suina	—	10	—	4	—	6
	»	»	Pieve Emanuele . .	bovina	2	9	60	9	4	56
	»	»	Pioltello	suina	—	16	—	16	—	—
	»	»	Pozzo d'Adda . . .	bovina	—	6	—	6	—	—
	»	»	Pozzuolo Martesano.	»	—	25	—	14	—	11
	»	»	Rodano	»	3	134	50	3	14	147
	»	»	S. Giuliano Milanese	»	2	6	80	6	—	80
	»	»	Segrate	»	3	100	109	—	—	209
	»	»	Settala	»	—	15	—	15	—	—
	»	»	Trenno	»	—	19	—	19	—	—
	»	»	Trezzano sul Nav.	»	—	66	—	66	—	—
	»	»	Truceazzano	»	5	67	97	47	—	117
	»	»	Id.	suina	1	—	10	10	—	—
	»	»	Vaprio d'Adda . . .	bovina	—	3	—	3	—	—
	»	»	Vigentino	»	—	33	—	32	1	—
	»	<i>Monza.</i>	Bernareggio	»	2	3	4	6	—	1
	»	»	Briosco	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Carugate	»	1	—	2	—	—	2
	»	»	Cinisello	»	1	5	3	5	—	3
	»	»	Paderno Dugnano .	»	6	—	6	—	—	6
	<i>Como.</i>	<i>Como.</i>	Capiago	»	—	8	—	8	—	—
	»	»	Carimate	»	—	19	—	19	—	—
	»	»	Figino Serenza . .	»	2	—	5	5	—	—
	»	»	Gaggino	»	—	6	—	2	1	3
	»	»	Grandate	»	—	12	—	—	—	12
	»	»	Incino	»	—	7	—	7	—	—
	»	»	Intimiano	»	—	12	—	9	—	3
	»	»	Montano Com. . . .	»	3	—	3	—	—	3
	»	<i>Lecco.</i>	Ballabio Superiore .	»	1	6	5	—	—	11
	»	»	Civate	»	1	4	2	4	—	2
	»	»	Linzanico	»	1	—	9	—	9	—
	»	»	Maggianico	»	1	—	1	—	—	1
	»	»	Sirtori	»	1	6	2	6	—	2
	»	<i>Varese.</i>	Biandronno	»	2	4	6	—	3	7
	»	»	Crozio della Valle .	»	1	4	4	4	1	3
	»	»	Daverio	»	1	—	1	—	—	1
	»	»	Luino	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Malnate	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Musadino	»	—	3	—	3	—	—
	»	»	Osmate	»	—	3	—	3	—	—

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre ricono- sciute infette dopo l'ul- time bollettino	ANIMALI				
						precedentemente am- malati	caduti ammalati dal 15 al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
<i>Segue</i> Afta epizootica.	Como.	Varese.	Pino L. M.	bovina	—	4	—	4	—	—
	»	»	Tronzano.	»	—	3	—	3	—	—
	»	»	Vararo	»	—	48	—	48	—	—
	Bergamo.	Clusone.	Bossico	»	—	41	—	41	—	—
	»	Treviglio.	Arzago	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Barbata	»	—	11	—	11	—	—
	»	»	Canonica	»	—	1	—	—	1	—
	»	»	Grassobbio	»	2	—	5	—	—	5
	»	»	Isso	»	1	—	10	—	—	10
	»	»	Levate	»	—	2	—	—	2	—
	»	»	Treviglio	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Verdellino	»	—	2	—	2	—	—
	Brescia.	Brescia.	Bagnolo Mella . . .	»	2	4	78	4	—	78
	»	»	Borgosatollo	»	1	6	4	6	—	4
	»	»	Montirone	»	1	148	28	109	—	67
	»	Chiari.	Barco	»	1	56	27	—	—	83
	»	»	Borgo S. Giacomo . .	»	1	38	3	6	—	35
	»	»	Fortengo	»	1	12	55	40	—	27
	»	»	Orzinuovi	»	2	80	20	20	—	80
	»	»	Padernello	»	—	18	—	—	—	18
	»	»	Villachiera	»	3	—	30	—	—	30
	»	Verolanuova.	Bassano	»	—	8	—	8	—	—
	»	»	Leno	»	—	25	—	25	—	—
	Cremona.	Crema.	Agnadello	»	2	10	50	—	—	60
	»	»	Id.	ovina	—	1	—	1	—	—
	»	»	Id.	suina	1	4	28	—	—	32
	»	»	Camisano	bovina	—	185	—	63	—	122
	»	»	Campagnola	»	4	—	66	—	—	66
	»	»	Casaletto di Sopra . .	»	—	40	—	—	—	40
	»	»	Casaletto Vaprio . .	»	1	—	30	—	—	30
	»	»	Cascine Gandini . .	»	—	9	—	—	—	9
	»	»	Chieve	»	—	1	—	—	—	1
	»	»	Cremona	»	2	56	20	1	—	75
	»	»	Cumignano	»	2	—	61	—	—	61
	»	»	Dovera	»	—	39	—	—	—	39
	»	»	Fiesco	»	2	118	54	—	—	151
	»	»	Madignano	»	1	61	2	11	—	52
	»	»	Montodine	»	—	9	—	—	—	9
	»	»	Ombriano	»	—	14	—	—	—	14
	»	»	Pandino	»	—	2	—	2	—	—

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre ricono- sciute infette dopo l'ul- timo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente am- malati	caduti ammalati dal 15 al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
<i>Segue</i> Afta epizootica.	Cremona.	Crema.	Pianengo.	bovina	—	68	—	—	—	68
			Ricengo	»	—	48	—	—	—	48
			Id.	suina	—	45	—	—	—	45
			Ripalta Arpina. . .	bovina	—	2	—	—	—	2
			Rivolta d'Adda. . .	»	2	10	4	—	—	14
			Romanengo	»	1	—	62	22	—	40
			Salvirola	»	—	1	—	—	—	1
			S. Bernardino . . .	»	1	—	5	—	—	5
			S. Maria della Croce.	»	1	—	6	2	—	4
			Soncino	»	7	182	48	—	—	230
			Id.	suina	—	12	—	12	—	—
			Trigolo	bovina	—	50	—	20	—	30
			Vaiano Cremasco .	»	1	3	1	3	—	1
			Id.	suina	—	12	—	12	—	—
			Vailate	bovina	—	34	—	—	—	34
			Vidolasco	»	1	33	1	21	—	13
			Id.	suina	—	10	—	10	—	—
		Cremona.	Annicco	»	1	9	3	—	—	12
			Azzanello	»	1	—	26	—	—	26
			Bonemerse	»	—	22	—	—	—	22
			Bordolano	»	—	17	113	—	—	130
			Casalbuttano. . . .	»	—	23	—	—	—	23
			Casalmorano	»	1	9	20	—	—	29
			Castelleone	»	1	—	9	—	—	9
			Castelverse.	»	1	—	3	—	—	3
			Corte dei Cortesi. .	»	1	87	10	70	—	27
			Cremona.	»	2	15	10	—	—	25
			Due Miglia	»	3	35	12	4	—	43
			Formigara	»	8	56	104	—	—	160
			Genivolta	»	1	28	3	28	—	3
			Id.	ovina	1	—	10	—	—	10
			Id.	suina	1	—	4	—	—	4
			Gombito	bovina	—	4	—	—	—	4
			Isola Dovarese . . .	»	—	13	44	—	—	57
			Ostiano	»	2	—	26	—	—	26
			Paderno Cremonese.	»	—	56	—	43	—	13
			Id.	ovina	1	—	70	—	—	70
			Pieve S. Giacomo. .	bovina	—	57	—	57	—	—
			Pozzaglio.	»	—	2	—	2	—	—
			Id.	suina	1	—	30	—	—	30

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre ricono- sciute infette dopo l'ul- timo bollettino.	ANIMALI				
						precedentemente am- malati	caduti ammalati dal 15 al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
<i>Segue</i> Afta epizootica.	Cremona.	Cremona.	Robecco d'Oglio . .	bovina	—	20	—	—	—	20
	»	»	S. Bassano . . .	»	2	139	26	—	—	165
	»	»	Spinadesco . . .	»	—	80	—	70	—	10
	»	»	Tredossi	»	—	1	—	—	—	1
	Lombardia				179	4979	3342	2295	103	5923
	Vicenza.	Arzignano.	Arzignano	bovina	—	12	—	8	—	4
	Veneto				—	12	—	8	—	4
	Porto Mauri- zio.	Porto Maurizio	Diano S. Pietro . .	bovina	—	2	—	2	—	—
	»	»	Id.	ovina	—	15	—	15	—	—
	»	»	Pornassio	»	—	26	—	26	—	—
	»	San Remo.	Dolceaqua	caprina	2	—	18	—	18	—
	»	»	Rocchetta Nervina .	bovina	2	7	14	3	18	—
	»	»	Id.	ovina	—	101	53	51	103	—
	Genova.	Chiavari.	Rapallo	bovina	1	—	5	5	—	—
	»	Genova.	Bolzaneto	»	—	4	—	4	—	—
	»	»	Campoligure	»	—	3	—	3	—	—
	»	»	Genova	»	—	21	—	—	21	—
	»	»	Mele	»	—	6	—	6	—	—
	»	»	Montoggio	»	—	25	—	25	—	—
	»	»	S. Pier d'Arena . .	»	—	12	—	—	12	—
	»	»	Toniglia	»	1	—	4	4	—	—
	»	Spezia.	Spezia	»	3	5	3	5	3	—
	Liguria				9	227	97	149	175	—
	Piacenza.	Fiorenzuola.	Alseno	bovina	—	4	—	—	—	4
	»	»	Fiorenzuola	»	—	13	—	—	—	13
	»	Piacenza.	Calendasco	»	2	—	15	—	—	15
	»	»	Ponte dell'Olio . . .	»	—	13	—	13	—	—
	»	»	S. Giorgio	»	—	14	—	—	—	14
	Parma.	Borgo S. Don- nino.	Borgo S. Donnino . .	»	1	6	13	—	1	18
	»	Parma.	Colorno	»	—	2	—	—	—	2
	Reggio-Emilia.	Reggio.	Reggio	»	—	17	27	—	—	44
	Modena.	Modena.	Campogalliano . . .	»	—	80	—	—	—	80
	Bologna.	Bologna.	Sala Bolognese . . .	»	—	4	—	—	—	4
	Emilia				3	153	55	13	1	194
	Ancona.	Ancona.	Ancona	bovina	1	9	3	6	1	5
	»	»	Id.	suina	—	1	—	1	—	—
	Marche ed Umbria				1	10	3	7	1	5

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre ricono- sciute infette dopo l'ul- timo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente am- malati	caduti ammalati dal 15 al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
<i>Segue</i> Afta epizootica.	<i>Lucca.</i>	<i>Lucca.</i>	Lucca	bovina	2	—	2	—	—	2
	»	»	Mazza e Cozzile . .	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Montecarlo.	»	—	1	—	1	—	—
	<i>Firenze.</i>	<i>Firenze.</i>	Brozzi	»	2	—	6	—	—	6
	»	»	Campi	»	—	9	—	—	—	9
	»	»	Incisa	»	—	4	—	4	—	—
	»	»	Prato	»	1	9	4	—	—	13
	»	»	Firenze.	»	1	1	4	1	4	—
	»	Pistoia.	Larciano	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Pistoia	»	—	5	—	5	—	—
	»	S. Miniato.	Cerreto Guidi. . . .	»	—	36	—	25	—	11
	»	»	Empoli.	»	—	4	—	4	—	—
	»	»	Fucecchio	»	1	—	2	—	—	2
	»	»	S. Miniato	»	2	9	4	3	—	10
	Toscana				9	82	22	45	4	55
	<i>Foggia.</i>	<i>S. Severo.</i>	S. Marco la Catola .	bovina	1	—	1	—	1	—
	Regione Meridionale Adriatica . .				1	—	1	—	1	—
	<i>Caserta.</i>	<i>Caserta.</i>	Frignano Maggiore .	bovina.	—	12	—	—	—	12
	»	Nola.	Acerra	»	8	—	162	—	—	162
	»	»	Nola	»	2	—	2	—	—	2
	»	»	S. Paolo bel Sito . .	»	2	—	2	—	—	2
	Regione Meridionale Mediterranea .				12	12	166	—	—	178
Tubercolosi.	<i>Perugia.</i>	<i>Terni.</i>	Terni	bovina	—	—	—	—	1	—
	Marche ed Umbria				—	—	—	—	1	—
	<i>Lucca.</i>	<i>Lucca.</i>	Lucca	bovina	—	—	—	—	1	—
	Toscana				—	—	—	—	1	—
	<i>Aquila.</i>	<i>Aquila.</i>	Aquila	bovina	—	—	—	—	1	—
	»	»	Monte ereale.	»	—	—	—	—	1	—
	Regione Meridionale Adriatica . .				—	—	—	—	2	—
	<i>Napoli.</i>	<i>Castellammare.</i>	Vico Equense	bovina	—	—	—	—	1	—
Morva e Farcino.	Regione Meridionale Mediterranea .				—	—	—	—	1	—
	<i>Torino.</i>	<i>Torino.</i>	Torino	equina	1	—	1	—	1	—
	<i>Novara.</i>	<i>Vercelli.</i>	Crescentino	»	1	—	1	—	1	—
	Piemonte				2	—	2	—	2	—
	<i>Bergamo.</i>	<i>Bergamo.</i>	Seanzo	equina	1	—	1	—	1	—
Lombardia					1	—	1	—	1	—

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 15 al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
<i>Segue</i> Morva e Farcino	Vicenza.	Bassano.	Bassano	equina	1	—	1	—	1	—
		Veneto			1	—	1	—	1	—
	Aquila.	Avezzano.	S. Vincenzo V. R. .	equina	1	—	1	—	—	1
	Foggia.	Foggia.	Trinitapoli	»	—	3	—	—	—	3
	Bari.	Altamura.	Gravina	»	—	3	—	—	—	3
	»	Bari	Palo del Colle . . .	»	—	3	—	1	—	2
	»	Barletta.	Ruvo	»	3	—	3	—	3	—
		« regione Meridionale Adriatica . . .			4	9	4	1	3	9
	Caserta.	Caserta.	Caserta	equina	1	—	1	—	1	—
	»	»	Maddaloni	»	1	3	1	—	—	4
	Potenza.	Matera.	Irsina	»	—	1	—	1	—	—
	Napoli.	Casoria.	Afragola	»	—	2	—	—	1	1
	Benevento.	Cerreto Sannita	Solopaca	»	1	—	1	—	—	1
		« regione Meridionale Mediterranea .			3	6	3	1	2	6
	Palermo.	Palermo.	S. Giuseppe	equina	—	1	—	1	—	—
	Messina.	Castroreale.	Barcellona	»	1	—	1	—	1	—
	Girgenti.	Girgenti.	Girgenti	»	1	—	1	—	—	1
		Sicilia			2	1	2	1	1	1
Valuolo ovino	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rabbia.	Alessandria.	Acqui.	Acqui	canina	—	—	1	—	1	—
	»	Asti.	Cerreto d'Asti . . .	»	—	—	1	—	1	—
		Piemonte			—	—	2	—	2	—
	Pisa.	Pisa.	Bientina	ovina	1	—	1	—	1	—
	Firenze.	Firenze.	Galluzzo	canina	—	—	2	—	2	—
		Toscana			1	—	3	—	3	—
	Benevento.	Cerreto Sannita	Cusano	canina	—	—	1	—	1	—
		Regione Meridionale Mediterranea .			—	—	1	—	1	—
Rogna.	Macerata.	Camerino.	Fiuminata	ovina	—	100	—	—	—	100
	Perugia.	Foligno.	Fossato di Vico . .	»	—	29	—	9	—	20
	»	Spoleto	Spoleto	»	—	528	—	—	—	528
	»	Terni.	Acquasparta	»	—	95	—	—	—	95
		Marche ed Umbria			—	752	—	9	—	743

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre ricono- sciute infette dopo l'ul- timo bollettino.	A N I M A L I				
						precedentemente am- malati	caduti ammalati dal 15 al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue Rogna.	Firenze.	Firenze.	Fiorenzuola	equina	—	4	—	—	1	3
		Toscana			—	4	—	—	1	3
	Roma.	Roma.	Ciciliano	ovina	—	700	—	—	—	700
	»	»	S. Gregorio da Sassola	»	—	1579	—	—	—	1579
	»	»	Tivoli	»	—	57	—	—	—	57
		Lazio			—	2336	—	—	—	2336
	Aquila.	Aquila.	Acciano	ovina	60	—	300	—	100	200
	»	»	Barisciano	»	—	5453	—	—	—	5453
	»	»	Bussi	»	—	517	—	—	—	517
	»	»	Capestrano	»	—	435	—	—	—	435
	»	»	Caporciano	»	—	175	—	—	—	175
	»	»	Caropelle Calv.	»	1	—	65	—	—	65
	»	»	Castelvecchio Subequo	»	—	607	—	—	—	607
	»	»	Collepietro	»	—	150	300	—	—	450
	»	»	Gaglianico Aterno	»	—	594	—	—	—	594
	»	»	Goriano Sicoli	»	12	—	150	—	—	150
	»	»	Molina Aterno	»	—	150	—	—	—	150
	»	»	Navelli	»	224	120	1809	—	—	1929
	»	»	Prata d'Ansidonia	»	10	150	400	—	—	550
	»	»	Rocca di Mezzo	»	—	279	—	—	—	279
	»	»	Rojò Piano	»	1	—	48	—	—	48
	»	»	S. Demetrio	»	2	67	5	—	—	72
	»	»	S. Pio delle Camere	»	9	—	29	—	—	29
	»	»	Secinaro	»	—	550	—	—	—	550
	»	Avezzano	Avezzano	»	—	80	—	—	—	80
	»	»	Balsorano	»	—	190	—	190	—	—
	»	»	Cappadocia	»	—	150	—	—	—	150
	»	»	Civitella Roveto	»	12	—	123	—	—	128
	»	»	Cocullo	»	—	1400	—	—	—	1400
	»	»	Manna d'Albe	»	—	800	—	—	—	800
	»	Cittaducale.	Antrodoto	»	31	—	290	—	—	290
	»	Solmona.	Bugnara	»	256	—	980	—	—	980
	»	»	Pentima	»	—	80	—	—	—	80
	»	»	Popoli	»	—	106	—	—	—	106
	»	»	Prezza	»	4	—	13	—	—	13
	»	»	Roccacasale	»	165	—	850	—	—	850
	»	»	Scanno	»	2	—	19	—	—	19
	»	»	Vittorio	»	—	792	—	—	—	792
	Foggia.	Foggia.	Ortanova	»	3	—	876	—	—	876
Regione Meridionale Adriatica					792	12845	6262	190	100	18817

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o uandre ricono- scite infette dopo l'ul- timo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente am- malati	caduti ammalati dal 15 al 31 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue Rogna	Caserta.	Gaeta.	Esperia	ovina	7	—	650	—	—	630
	Potenza.	Matera.	Irsina	equina	—	5	—	5	—	—
	»	»	Id.	vina	—	200	—	200	—	—
	Regione Meridionale Mediterranea .				7	205	630	205	—	630
	Catania.	Caltagirone.	Mineo	caprina	—	34	—	—	—	34
	Girgenti.	Girgenti.	Cattolica	»	—	68	2	2	—	68
	»	»	Id.	ovina	—	56	—	—	—	56
	»	»	Licata	caprina	2	—	20	—	—	20
	Sicilia				2	158	22	2	—	178
	Cagliari.	Oristano.	Terralba	caprina	—	297	—	—	17	280
	Sardegna				—	297	—	—	17	280
Morbo coitale maligno.			—		—	—	—	—	—	—
Malattie infetti- ve dei suini.	Cremona.	Cremona.	Duemiglia	—	—	4	—	1	—	—
	Mantova.	Bozzolo.	Gazzuolo	—	1	—	1	—	1	—
	»	Mantova.	Borgoforte	—	—	2	1	3	—	—
	Lombardia				1	3	2	4	1	—
	Verona.	Verona.	Verona	—	1	—	1	—	1	—
	Vicenza.	Bassano.	Bassano	—	—	—	20	—	—	20
	Venezia.	Portogruaro.	Portogruaro	—	—	2	—	—	2	—
	Veneto				1	2	21	—	3	20
	Reggio Emilia	Guastalla.	Novellara	—	—	7	—	—	—	7
	»	»	Rio S. liceto	—	—	2	2	—	—	4
	»	Reggio Emilia.	Reggio Emilia	—	1	2	4	—	1	5
	Modena.	Mirandola.	Concordia	—	2	—	2	—	2	—
	»	»	Mirandola	—	1	—	1	—	1	—
	»	Modena.	Bomporto	—	2	7	6	—	5	8
	»	»	Formigine	—	3	—	15	—	—	15
	»	»	Modena	—	1	—	1	—	1	—
	»	»	Prignano	—	2	—	3	1	2	—
	Bologna.	Bologna.	S. Giov. in Persiceto.	—	—	9	—	—	1	8
	»	Imola.	Dozza	—	1	—	1	—	1	—
	Forlì.	Cesena.	Cesena	—	1	—	1	—	1	—
	»	Forlì.	Forlì	—	—	3	—	3	—	—
	Emilia				14	30	36	4	15	47
	Ancona.	Ancona.	Osimo	—	1	—	1	—	1	—
	Macerata.	Macerata.	Cingoli	—	1	—	6	—	—	6
	Marche ed Umbria				2	—	7	—	1	6

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre rico- nosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente am- malati	caduti ammalati dal 15 al 21 aprile 1901	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
<i>Segue</i> Malattie infetti- ve dei suini.	<i>Arezzo.</i>	<i>Arezzo.</i>	<i>Arezzo.</i>	—	1	11	2	—	1	12
	»	»	<i>Cortona.</i>	—	1	1	4	1	4	—
		Toscana			2	12	6	1	5	12
	<i>Aquila.</i>	<i>Aquila.</i>	<i>Castelvecchio . . .</i>	—	18	—	21	—	21	—
	»	<i>Avezzano.</i>	<i>Aielli</i>	—	40	—	40	—	40	—
	»	<i>Solmona.</i>	<i>Barrea</i>	—	15	—	15	—	15	—
	<i>Campobasso.</i>	<i>Isernia.</i>	<i>Montaquila.</i>	—	7	—	9	—	—	9
	»	<i>Larino.</i>	<i>Bonefro</i>	—	—	13	—	13	—	—
		Regione Meridionale Adriatica . .			80	13	85	13	76	9
	<i>Caserta.</i>	<i>Caserta.</i>	<i>Caserta</i>	—	1	—	1	—	1	—
	»	»	<i>Grazzanise.</i>	—	—	6	—	—	—	6
	»	<i>Gaeta.</i>	<i>Sarinola</i>	—	—	—	22	—	22	—
		Regione Meridionale Mediterranea .			1	6	23	—	23	6
Barbone dei bufali.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Agalassia con- tagiosa delle pecore e delle capre.	<i>Roma.</i>	<i>Roma.</i>	<i>Civita' Lavinia.</i>	ovina	105	—	—	—	—	105
		Lazio			105	—	—	—	—	105
	<i>Aquila.</i>	<i>Aquila.</i>	<i>Secinaro</i>	caprina	230	—	—	—	—	230
	»	<i>Avezzano.</i>	<i>Civitella Rovete . .</i>	»	11	—	123	—	—	123
	»	<i>Solmona.</i>	<i>Popoli</i>	»	—	30	—	—	—	30
		Regione Meridionale Adriatica .			11	260	123	—	—	383
RIEPILOGO										
Peste bovina					—	—	—	—	—	—
Pleuro-polmonite contagiosa					—	—	—	—	—	—
Carbonchio ematico					25	2	28	2	26	2
Carbonchio sintomatico					3	—	5	—	4	1
Afta epizootica					308	6018	4135	2889	364	6900
Tubercolosi					—	—	—	—	5	—
Morva e farcino					13	16	13	3	10	16
Vaiuolo ovino					—	—	—	—	—	—
Rabbia					1	—	6	—	6	—
Rogna					801	16597	6314	406	118	22987
Morbo coitale-maligno					—	—	—	—	—	—
Malattie infettive dei suini					101	66	180	22	124	100
Barbone dei bufali					—	—	—	—	—	—
Agalassia contagiosa delle pecore e delle capre					11	365	123	—	—	488

MINISTERO DELLE POSTE E TELEGRAFI

(SERVIZIO DEI TELEGRAFI)

Avviso.

Il giorno 8 corrente, in Solesino, provincia di Padova, è stato attivato al servizio pubblico un Ufficio telegrafico governativo, con orario limitato di giorno.

Roma, il 14 maggio 1901.

MINISTERO DEL TESORO

UFFICIO CENTRALE D'ISPEZIONE PER GLI ISTITUTI DI EMISSIONE
E I SERVIZI DEL TESORO

Avviso.

Si previene il pubblico che, avendo il Banco di Sicilia conferito alla Banca cooperativa operaia agricola di Sassocorvaro la rappresentanza per il cambio dei biglietti e dei titoli nominativi a suo debito nella provincia di Pesaro-Urbino, i biglietti dello stesso Istituto sono ammessi al corso legale nella provincia medesima, ai termini dell'articolo 10 del testo unico sulle leggi bancarie, approvato con R. decreto 9 ottobre 1900, n. 373.

Roma, il 14 maggio 1901.

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO (*Portafoglio*).

Il prezzo del cambio dei certificati di pagamento in valuta metallica dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 15 maggio, in lire 105,45.

MINISTERO
DI AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Divisione Industria e Commercio

Media dei corsi dei Consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio e il Ministero del Tesoro (*Divisione Portafoglio*).

14 maggio 1901.

		Con godimento in corso	Senza cedola
		Lire	Lire
Consolidati.	5 % lordo	101,45 $\frac{1}{2}$	99,45 $\frac{1}{2}$
	4 $\frac{1}{2}$ % netto	111,36 $\frac{1}{2}$	110,24
	4 % netto	101,30	99,30
	3 % lordo	61,36 $\frac{5}{8}$	60,16 $\frac{5}{8}$

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

RESOCONTO SOMMARIO - Martedì 14 maggio 1901

Presidenza del Presidente SARACCO.

La seduta è aperta (ore 15,40).

DI SAN GIUSEPPE, segretario, legge il processo verbale dell'ultima tornata, che è approvato.

Inversione dell'ordine del giorno.

PRESIDENTE, propone, ed il Senato approva, d'invertire l'ordine del giorno e discutere, prima della votazione a scrutinio segreto, i due progetti di legge.

Presentazione di un progetto di legge.

NASI, ministro della pubblica istruzione. Presenta un progetto di legge per l'acquisto del museo Boncompagni-Ludovisi. (È trasmesso agli Uffici).

Discussione del disegno di legge: « Modificazioni dell'articolo 88 della legge elettorale politica » (N. 104).

DI SAN GIUSEPPE, segretario, dà lettura dell'articolo unico del progetto di legge.

PRESIDENTE. Dichiaro aperta la discussione.

PIERANTONI. Parla non per fare un lungo discorso, ma per manifestare il suo animo contrario alla proposta della maggioranza dell'Ufficio centrale.

Non si diffonde a ricordare le condizioni delle Università della Penisola, quando durava la reazione cattolico-assolutista. I maggiori intelletti o furono martiri del libero pensiero, ovvero esuli, condannati. Il Piemonte raccolse i profughi della reazione. Pochi trovarono posto nelle due Università di Torino e di Genova. Mamiani insegnò alle giovani nell'Istituto delle Peschiere in Genova; De Sanctis in una scuola privata di fanciulle; Francesco Trinchera si rassegnò a vivere nel liceo di Novara; Stanislao Cannizzaro, che onora per la chimica la patria, in quello di Alessandria.

Proclamata l'unità italiana, moltissimi ebbero gradi di professori nelle Università, nelle quali si aumentarono le cattedre delle scienze economiche e politiche, e di quelle naturali e filosofiche. Da ogni parte tornarono gli esuli che recarono lume e decoro agli studi. Né gli elettori, né il Parlamento potevano privarsi di quei valorosi per l'opera amplissima del riordinamento della vita nuova della patria; onde la giurisprudenza delle due Assemblee trovò le norme per rispettare, nella maggiore misura possibile, la volontà del Corpo elettorale, e per svolgere le prerogative della Corona e del Senato d'innalzare alla dignità di senatori gli uomini benemeriti della scienza.

Nella Camera dei deputati, quando parecchi, essendo professori, eccedevano il numero, rimanevano nell'Assemblea come membri del Consiglio superiore. L'articolo 33 dello Statuto, al n. 18, dichiara idonei alla dignità di senatori i membri della R. Accademia delle scienze, dopo sette anni di nomina. Il Senato accolse senatori i membri delle altre Accademie principesche o regie degli Stati aboliti, e poscia quelli dell'Accademia dei Lincei riordinata da Quintino Sella.

L'opposizione parlamentare reclamò una legge delle incompatibilità parlamentari. Fu deliberata la legge del 13 maggio 1877

che l'oratore strenuamente combattè e quando era deputato e quando fu innalzato alla dignità di senatore. Non ripete il discorso del 28 febbraio 1877; lo indica per dimostrare che non tradisce le sue convinzioni, maturate dall'esperienza. Nel 1887 raccolse in un volume i suoi discorsi sull'insegnamento nazionale, lo fece precedere da un lavoro amplissimo in cui scrisse queste parole: « La legge 13 maggio 1877, assottigliando viepiù il numero dei professori nella Camera dei deputati, rese più difficile la condizione sociale degli uomini di studio. Chi può accettare con piacere una specie di riduzione della sua capacità politica? Quale vantaggio a ritogliere dai lavori parlamentari i rappresentanti delle Università? Chi può dire che il professore sia un impiegato? Non mancai di combattere con tutte le forze dell'anima allorchè ero deputato quella legge di ostracismo ».

Giovanni Nicotera, che aveva presentata la legge delle incompatibilità, fu benigno con i maggiori dell'esercito, con l'avvocato erariale, con il grande magistero degli ordini cavallereschi, perchè corresse il primo disegno che li diceva incompatibili col mandato legislativo. Prima aveva pensato di ridurre i professori a cinque. La Commissione li aveva aumentati ad otto. Il Depretis, ascoltando i gravi reclami contro tale riduzione esagerata, ottenne l'aumento sino a dieci. Il relatore dice che la cagione della riduzione fu che la Camera non volle molti deputati retribuiti sopra i bilanci dello Stato e che si aveva la convinzione che la loro indipendenza non fosse completa dal potere esecutivo. Erronea sarebbe questa credenza. I professori non sono ufficiali di Stato, sono inamovibili, non possono sperare promozioni.

La storia legislativa prova che furono i più animosi e indipendenti. Spera che non debba dire le ragioni vere di quell'ostracismo. Non per interpretazione di legge, perchè l'interpretazione delle leggi obbligatoria dipende da una legge speciale; la Camera, che, come il Senato, è indipendente a convalidare le elezioni, dilatò i termini della legge.

Comprese nella eleggibilità i professori degli Istituti Superiori di magistero, quelli delle Scuole superiori di commercio. Con un caso singolo degno di nota quando il Brin trovò piena la categoria degli impiegati, usufruì di un posto di categoria speciale.

Non è esatta l'affermazione che per interpretazione estensiva si ammise la opzione fra il mandato politico e la cattedra: invece si fece legge nuova.

Il corpo elettorale costantemente mandò professori, non ebbe favore per i deputati veramente impiegati.

Nell'attuale legislatura furono eletti 29 professori, dei quali 23 sono soggetti a sorteggio: la categoria generale ne ha solamente 11 e soli 4 quelli dei magistrati, onde restano vacanti molti posti.

Non solamente per evitare il sorteggio, ma per rispondere ai più alti principi di ragione fu presentata una legge d'iniziativa parlamentare approvata ai 27 marzo, che riportò 161 voti favorevoli, 95 contrari, cioè 66 voti di maggioranza. Sottraendo da questa maggioranza i 29 professori (e forse non tutti erano presenti nell'ora della votazione) la legge rimane purgata dal sospetto che i professori avessero votato il salvataggio di loro stessi, benchè i ministri deputati nelle forme parlamentari votino persino la loro salvezza, la fiducia in se stessi.

Gravi sono i danni, che questa reiezione arrecherebbe. Già da un anno e mezzo ebbero luogo le elezioni. I professori, che dovrebbero correre l'alea del sorteggio, attendono ai lavori delle leggi, fanno parte di Commissioni. Giova disordinare l'azione ordinata di tali organi interni dell'assemblea?

La sorte è cieca e tiranna. Possono cadere deputati, professori, che hanno domicilio in Roma, d'onde in pari tempo compiono bene l'ufficio d'insegnante e l'altro di legislatore. Altri possono, se sorteggiati, rinunciare allo stipendio.

È giusto di togliere una modesta remunerazione ad uomini che lungamente lavorarono per crescere in fama, per conqui-

stare l'alloro della sapienza? Qui in Senato si hanno 42 professori, che a tutte le ore possono abbandonare le cattedre per attendere ai lavori legislativi; essi che non hanno da sperimentare le lotte elettorali, non temono sorteggi. È giusto portare tanto disquilibrio fra le due assemblee? Solamente sette di essi, l'oratore è in questo numero, insegnano in Roma.

E cosa indiscutibile che si tratta non di legge che interpreta, ma che modifica. In ciò conviene con l'Ufficio centrale. Ma non è esatto il dire col relatore che la modificazione proposta farebbe salire nell'attuale legislazione da 10 a 23 professori.

Invece la legge riconosce la fiducia espressa dal corpo elettorale. Rimarrebbero 17, invece di essere ridotti a 10, essendo 6 estranei al sorteggio, perchè fanno parte del Governo.

Il relatore dice che non si dovrebbe votare la legge per l'ipotesi che le elezioni generali potrebbero mandare 40 deputati professori. L'ipotesi è ardita, e pensa l'oratore che in un tempo più o meno lontano gli impiegati e i magistrati saranno rimossi dalle assemblee per lo svolgimento storico dei principi popolari.

Il solo argomento di valore è quello, se debba la legge avere immediata esecuzione. Questa questione sollevata altra volta non ebbe forza.

Non si parli di forza di retroattività, di diritti acquisiti. Gli stessi termini: *coloro che potrebbero presentarsi ai posti vacanti* usati dal relatore, provano che si tratta di aspettative, di semplici possibilità.

Le leggi di diritto pubblico non ammettono diritti acquisiti. I sorteggiati rinunciando al grado, rimangono professori. Quale allora la ragione del rigetto?

L'oratore dimostra la necessità che si aumenti il numero dei professori ora che i liberi docenti restano sicuri nell'Assemblea legislativa. Ha fede nella virtù del Senato.

Terminando, manda un saluto ai rappresentanti della scienza italiana (Bene!).

GUARNERI. Parla per una mozione d'ordine. È convinto che il Senato ha il diritto di discutere il progetto di legge e la sua esecuzione. Ma crede che motivi di alta convenienza politica vietino al Senato di entrare nello scabroso tema dell'esecuzione della legge. È indubitato che alla Camera elettiva la legge sarà eseguita secondo i principi di equità e di giustizia.

È dovere dunque di reciprocità che obbliga il Senato a tenere una condotta sobria in questa questione che riguarda soltanto l'altra Camera.

È sicuro che il Senato non mancherà mai alle buone tradizioni del codice delle convenienze parlamentari, per quanto ancora non sia stato scritto (Bene!).

SERENA. Afferma che è indiscutibile la competenza del Senato ad esaminare e discutere il presente progetto di legge.

Gli sembra però gravissima la proposta dell'ufficio centrale, non dal punto di vista del diritto, ma della convenienza.

Il progetto che riguarda la costituzione interna della Camera dei deputati, non altera affatto le disposizioni della legge vigente sulle incompatibilità parlamentari.

Per giurisprudenza della Giunta delle elezioni, si è ammesso che siano attribuiti alla categoria degli impiegati generali i posti vacanti nelle categorie speciali dei professori e magistrati.

L'attuale progetto di legge, d'indole interpretativa, non fa che accordare una compensazione alle due categorie speciali, in rapporto a quella giurisprudenza.

Dimostra rare e poco probabili le due ipotesi nei casi di elezioni suppletive e di rielezioni, fatte nella relazione dell'Ufficio centrale, cioè che fosse completo il numero di 40 o che un deputato stipendiato fosse promosso durante le more del sorteggio.

Nota che i professori hanno il tempo per attendere al loro insegnamento ed al mandato politico. Un esempio l'offrono i professori che seggono in Senato. Se si guarda allo spirito della legge, il numero 20 dimostra che il legislatore ha voluto dare una più larga rappresentanza alle scienze ed alle lettere. Am-

mettendo la compensazione voluta dal presente progetto di legge, non si fa che interpretare lo spirito stesso della legge.

Ricorda che una volta ingegni eletti hanno sostenuto nel nostro Parlamento che l'incompatibilità non dovrebbe essere applicata ai professori.

Si riporta alle disposizioni vigenti in Inghilterra, in Iscozia, in Francia ed in Ungheria a confortare tale opinione.

Prega il Senato di non voler respingere il presente progetto di legge, per ragioni di convenienza, considerando che non porta radicali modificazioni alla vigente legge elettorale.

Si ferma all'osservazione fatta dal relatore sulla opzione tra il mandato politico e la cattedra e non trova conveniente il sospetto che un progetto di legge possa presentarsi al Parlamento, nell'interesse di alcuni membri di esso.

Dice che crede opportuno il progetto di legge, il quale, non in sede d'interpretazione, ma come legge dichiarativa, vuole applicare una razionale compensazione.

Qualora fosse approvato, il risultato sarà che nella Camera elettiva si aumenterà di 3 o 4 il numero dei professori.

Se fossero nominati senatori, in egual numero, dei professori, se ne dovrebbe il Senato, se ne dovrebbe la Camera dei deputati? (Bene!).

CEFALY, relatore. Chiede al senatore Guarneri se nel suo discorso ha inteso dire che il Senato non possa discutere la legge. Dichiarò poi al senatore Serena che la forma della sua relazione è stata approvata all'unanimità dall'Ufficio centrale. Del merito del progetto tratterà poi.

GUARNERI. Non ha mai negato al Senato il diritto di discutere la legge: ha detto che per quanto riguarda l'esecuzione di essa, ragioni di prudenza devono consigliare il Senato a trattenerli dall'esaminarla.

CARNAZZA-PUGLISI, dell'Ufficio centrale. Espone le ragioni per le quali l'Ufficio centrale si è diviso, costituendosi così in maggioranza e minoranza.

La legge elettorale politica del Piemonte conteneva una disposizione per la quale i professori alla Camera elettiva non potevano essere più di quattordici. Alla Camera italiana è stato dato il bando e dalla legge del 1877 e dalla giurisprudenza, ai professori che vennero ridotti al numero di dieci.

Sotto il nome della democrazia venne sancita con quella legge una violazione flagrante del principio vero della democrazia.

Nota che i professori eletti a deputati non si sono mai dimessi dalla carica di professori.

Il progetto in discussione non viola il principio che il numero degli impiegati non possa eccedere il numero di quaranta.

La risposta più esauriente a tutte le obiezioni sollevate dalla relazione sta nell'esatta interpretazione della legge presentata oggi all'approvazione del Senato, perchè l'articolo del progetto dice che i posti vacanti saranno assegnati ai professori eleggibili delle altre categorie che fossero in eccedenza, proporzionalmente al numero attribuito dalla legge sia alla categoria generale che alle speciali.

La dizione dell'articolo è chiarissima: i posti vacanti devono distribuirsi fra le varie categorie proporzionalmente. Dunque i 10 posti devono dividersi ugualmente e proporzionalmente fra le tre categorie.

Quindi tutti i timori per i pretesi diritti acquisiti e per le possibili alee, non hanno ragione di essere.

Il progetto non presenta nulla di nuovo, nè di strano; sanziona il principio d'uguaglianza e di sana democrazia.

Aggiunge qualche parola sulla convenienza politica per il Senato di accettare il progetto.

L'altro ramo del Parlamento ha fatto un progetto di modificazione all'articolo 88 della legge elettorale politica, e ne chiede l'approvazione al Senato; questa è la più grande manifestazione, che il Senato ha diritto di discuterlo; la legalità è osservata

scrupolosamente. Si tratta di legge modificatrice, non interpretatrice di una legge esistente.

Conclude dicendo che crede non sia nell'interesse dei principi della giustizia, della democrazia e del Senato stesso il respingere il progetto, anche per non interrompere quella lunga armonia che ha sempre regnato fra Camera e Senato (Bene!).

DEL ZIO, presidente dell'Ufficio centrale. Nota come la relazione del senatore Cefaly, che ha assunto la parte ingrata nella questione, abbia dato luogo ad elevate discussioni in merito al progetto.

Mette in confronto l'articolo 82 con l'articolo 88 della legge elettorale politica, per dimostrare in che cosa consista lo spirito informatore del progetto di legge.

Il privilegio dato ai professori è il migliore, il più alto.

Dimostra come il mandato politico dato ai professori non porti alcun inconveniente all'insegnamento.

Aggiunge che la portata di questo progetto di legge è in onore dell'intelligenza.

Si ferma sulla questione di convenienza politica.

Confronta l'epoca di Sallustio, di Dante e di Vico con l'attuale, per concludere che non v'è pericolo che, sotto la gloriosa nostra dinastia, l'Italia si allontani dalla via retta, liberale, dettata dallo Statuto.

Il Senato, quando vuol far sentire, affermare i propri diritti, ha mille occasioni per farlo. Ma non gli pare che questa sia l'occasione più opportuna, la conveniente, trattandosi di questione che riguarda la costituzione interna dell'altro ramo del Parlamento (Bene!).

CEFALY, relatore. Si felicita dell'elevata discussione che, sulle incompatibilità e delicatezze parlamentari, si è sollevato in Senato da oratori autorevolissimi ed eloquenti.

Tutti concordi a combattere lui solo, che non meritava tanto onore. Dice che egli seguirà pedestremente i voli oratori dei preopinanti e ne chiede venia al Senato.

Ringrazia il senatore Guarneri di aver detto che nulla di quel galateo parlamentare cui egli accennava si riferisce al relatore ed alla sua relazione.

E, giacchè l'on. Guarneri, per galateo parlamentare intendeva che non si parlasse dell'esecuzione di questa legge e della sua forza retroattiva, promette di non discutere tali argomenti.

All'appunto mossogli dal senatore Serena di aver fatto aspre censure all'altro ramo del Parlamento, risponde che non ha mai avuto in animo di offendere la Camera elettiva, verso la quale professa la massima deferenza ed ha il più devoto affetto.

Se però le convenienze parlamentari imponessero di dire il contrario di ciò che si pensa o di non dire la verità, egli dichiara di essere non solo un cattivo ma un ribelle parlamentare.

Crede però che le convenienze importino di mantenere il linguaggio e le forme parlamentari, e sfida l'on. Serena a dimostrare che nella sua relazione tali forme non siano state osservate.

Venendo al merito, intende contenersi nelle più brevi dichiarazioni possibili, per quanto sieno conciliabili con la chiarezza, e trascura molti argomenti che avrebbe potuto addurre in favore della sua tesi.

La portata della legge del 1877 e il concetto informatore erano quelli di mantenere nell'altra Camera il minor numero di deputati stipendiati e di portarvi una limitata rappresentanza dei vari tecnici delle diverse amministrazioni, limitando il numero di tutti costoro a 40 e stabilendone le categorie.

Quanto ai professori il legislatore volle che non eccedessero il numero di 10, perocchè egli considerando le attitudini della classe dei professori ed i mezzi di cui disponevano, temeva che questa classe fosse in condizioni di invadere tutte le altre che nella concorrenza non avrebbero potuto resistervi.

Scopo precipuo era quello di impedire che i professori fossero in gran numero distratti dall'insegnamento.

Ora, se si togliessero queste limitazioni, avverrebbe l'invasione temuta della categoria dei professori, che non lascierebbe in avvenire posti vuoti per le elezioni suppletive alle altre categorie.

Confronta le obiezioni del senatore Carnazza-Puglisi, dichiarando che l'articolo di legge in discussione non ha il significato che il preopinante vorrebbe attribuirgli. Ad ogni modo, se anche fosse ciò che il senatore Carnazza ritiene, vi sarebbe un equivoco pel quale l'on. Carnazza dovrebbe votare contro le legge.

Il senatore Pierantoni ha sollevato una questione delicata ed ediosa, facendo confronti tra i due rami del Parlamento quanto ai funzionari che li compongono.

Gli inconvenienti di incompatibilità che vi sono per i deputati, non possono esistere in eguale misura per i senatori. Il deputato ha gli interessi elettorali, la cura degli interessi locali del proprio collegio che il senatore non ha, ed ha maggior lavoro nell'altro ramo del Parlamento. Dove si sprigionano lotte e passioni politiche partitanti, che qui, nel Senato, non si hanno. Da ciò le incompatibilità diverse parlamentari, sancite dalle leggi passate e vigenti.

Gli on. Pierantoni, Serena ed altri hanno invocato la necessità di ritoccare la legge attuale, per quanto riguarda le incompatibilità parlamentari.

In questo caso si pigli la via maestra e si affronti una buona volta la questione delle incompatibilità e delle indennità parlamentari.

Per parte sua si dichiara, salvo la opportunità politica, favorevole alla indennità, specialmente per la Camera elettiva.

Ma non crede con delle leggi si possono infrangere i criteri informativi di leggi fondamentali di primissimo ordine.

Quanto ai riguardi che si devono alla Camera dei deputati, non sarà certamente lui che vorrà impedire al Senato di usare alla Camera i maggiori riguardi possibili.

Badi però il Senato di non fare come quel tale individuo che, volendo essere molto riguardoso verso l'amico che montava a cavallo, aiutandolo, lo spinse tanto che lo fece cadere dal lato opposto.

La legge sulle incompatibilità parlamentari del 1877 è stata opera dell'altro ramo del Parlamento ed effetto di studi durati 16 anni e di lunga discussione parlamentare.

La leggina presente senza discussione ha avuto 95 voti contrari sopra 261 votanti; il Senato faccia quello che crede; per parte sua egli è più convinto che mai della convenienza di votarvi contro.

CANONICO. Se si trattasse di diritto costituendo, sarebbe favorevole ad escludere impiegati, funzionari dalla Camera dei deputati. Ma qui si tratta di diritto costituito.

A primo aspetto era contrario al presente progetto di legge, ma poi ha cambiato avviso per tre ragioni.

La prima che la categoria generale ha diritto a quaranta posti, e questo è giusto sieno occupati tutti dagli impiegati e non da altri nei casi di vacanza; la seconda che gli elettori sono liberi di mandare alla Camera chi credono più idoneo. La terza ed ultima questione, è d'indole politica.

La legge elettorale politica non dice che vi debbano essere dieci professori e dieci magistrati.

Legge l'articolo della legge, per concludere che nulla osta che siano in numero minore.

Anche per questa considerazione gli pare sia opportuno dare voto favorevole al progetto di legge, di cui il concetto avrebbe potuto essere applicato per via d'interpretazione.

PIERANTONI. Replica che non conosce il tipo del deputato professore delineato dal senatore Cefaly. Nota solo che quasi tutti i professori sono stati eletti deputati in collegi che non erano quelli del loro luogo di origine. Che i giovani amino i professori è in gran parte vero; ma vi sono pure delle giornate burrascose. Del resto, nota che i deputati professori hanno atteso sempre all'insegnamento al quale sono tolti, più che dal

mandato politico, dalle sedute del Consiglio superiore dell'istruzione e da quelle numerose delle Commissioni per i continui concorsi.

Ripete che il Senato farà opera civile e politica dando voto favorevole al progetto di legge.

PRESIDENTE. Dichiaro chiusa la discussione.

L'articolo unico del progetto è rinviato allo scrutinio segreto.

Presentazione di progetti di legge.

DI BROGLIO, ministro del tesoro. Presenta un progetto di legge per l'importazione dalla Sicilia nel continente del sale sofisticato per la fabbricazione della soda e per la riduzione dei minerali.

(È trasmesso agli Uffici).

GIUSSO, ministro dei lavori pubblici. Presenta un progetto di legge per aumento del fondo assegnato al capitolo 38 del bilancio del Ministero dei lavori pubblici per l'esercizio 1900-901 e corrispondenti diminuzioni dei capitoli 23, 24, 26 e 40.

(È trasmesso alla Commissione di finanze).

Rinvio allo scrutinio segreto del progetto di legge: « Approvazione della Convenzione 6 aprile 1900 sulla vertenza per eccesso d'estimo e contributi idraulici in provincia di Mantova » (N. 109).

Senza discussione, l'articolo unico del progetto è rinviato allo scrutinio segreto.

Avvertenza del Presidente in ordine ai lavori del Senato.

PRESIDENTE. Avverte che, essendo esaurito l'ordine del giorno, il Senato sarà convocato a domicilio.

Domani riunione degli Uffici alle ore 14.

Votazione a scrutinio segreto.

PRESIDENTE. Ordina l'appello nominale per la votazione a scrutinio segreto dei progetti di legge approvati ieri ed oggi per alzata e seduta, e rinviati allo scrutinio segreto.

TAVERNA, segretario, fa l'appello nominale.

Presentazione di progetti di legge.

DI BROGLIO, ministro del tesoro, presenta i seguenti disegni di legge:

Stato di previsione della spesa del Ministero delle finanze, per l'esercizio finanziario 1901-1902;

Stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1901-1902;

Rendiconto generale consuntivo dell'Amministrazione dello Stato per l'esercizio finanziario 1897-98 e l'altro per l'esercizio finanziario 1893-99.

(Sono trasmessi alla Commissione di finanze)

Chiusura di votazione.

PRESIDENTE. Dichiaro chiusa la votazione. Si procede allo spoglio delle urne.

Risultato di votazione.

PRESIDENTE. Proclama il risultato della votazione a scrutinio segreto dei seguenti disegni di legge:

Proscioglimento del vincolo d'inalienabilità di terreni e fabbricati della tenuta demaniale di Follonica:

Votanti.	74
Favorevoli.	66
Contrari.	8

(Il Senato approvato).

Disposizioni per la leva sui nati nel 1881:

Votanti	76
Favorevoli	69
Contrari	7

(Il Senato approva).

Aggiunte e modificazioni alla legge 17 luglio 1898, n. 350, che ha istituito la Cassa nazionale di previdenza per l'invalidità e la vecchiaia degli operai;

Votanti.	74
Favorevoli	66
Contrari	8

(Il Senato approva).

Provvedimenti per lo sviluppo del traffico sulle strade ferrate della Compagnia Reale della Sardegna:

Votanti	73
Favorevoli	65
Contrari	8

(Il Senato approva).

Modificazioni dell'articolo 83 della legge elettorale politica:

Votanti	77
Favorevoli	44
Contrari	32
Astenuti	1

(Il Senato approva).

Approvazione della Convenzione 6 aprile 1900 sulla vertenza per eccesso d'estimo e contributi idraulici in provincia di Mantova:

Votanti	76
Favorevoli	66
Contrari	10
Astenuti	1

(Il Senato approva).

Levasi (ore 18,30).

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Martedì 14 maggio 1901

Presidenza del Presidente VILLA.

La seduta comincia alle ore 14,5.

CERIANA-MAYNERI, segretario, dà lettura del processo verbale della seduta di ieri.

DI STEFANO. Ieri, a proposito dello svolgimento dell'interrogazione dell'on. Enrico Rossi circa l'atteggiamento dell'ufficio doganale di Palermo a proposito dello sbarco libero delle merci nazionali o nazionalizzate, fu citato il suo nome; dà quindi schiarimenti per la parte che lo riguarda.

(Il processo verbale è approvato).

PRESIDENTE. Hanno chiesto congedo per motivi di famiglia: Franchetti, di giorni 60; Cuzzi, 8; Marsengo-Bastia, 6; Facta, 8; Callaini, 8; Civelli, 3 e Palberti, 8.

(Sono concessi).

Letture di proposte di legge e di una mozione.

CERIANA-MAYNERI, segretario, dà lettura delle seguenti proposte di legge:

On. Vischi, per « modificazioni agli articoli 82, 88, 89 e 90 della legge elettorale politica, relativi alle incompatibilità »;

On. Staglianò « per la costituzione in Comune autonomo della sezione di Nardodipace ed altre contermini in provincia di Cantanzaro »;

On. Guido Baccelli, Fani, Pompilj ed altri, per « provvedimenti per il Collegio-Convitto per i figli orfani dei sanitari in Perugia »;

On. Rizzetti, per « aumento degli stipendi minimi legali insegnanti delle scuole elementari classificate, e parificazione degli stipendi medesimi agli insegnati d'ambo i sessi »;

On. Poli, mozione: « La Camera invita il Governo a presentare un disegno di legge per ridurre il dazio sul petrolio ».

(D'accordo fra l'on. sotto-segretario di Stato per l'interno, e l'on. Vischi, relatore, si rimette ad altra seduta la discussione sui decreti registrati con riserva).

Verificazione di poteri.

PRESIDENTE comunica le conclusioni della Giunta delle elezioni sulle elezioni del Collegio 5° di Napoli, che sono per la convalidazione dell'on. Gironda Di Canneto.

(La Camera approva).

Discussione del bilancio d'agricoltura e commercio.

BORSARELLI, esponendo sommariamente le condizioni della nostra agricoltura, nota che il bilancio dell'agricoltura, dell'industria e del commercio è inadeguato ai bisogni; e ciò sebbene le condizioni generali del paese, come gl'indici del benessere dimostrano, siano migliorate.

Invita pertanto il Governo a sollecitare i consoli a dare opera per lo sviluppo dei nostri commerci, seguendo l'esempio del console italiano a Cetta, che ci pose in grado di scoprire una grave frode tentata a danno della enologia nazionale.

Lo invita altresì a dare efficace impulso all'industria della pesca, la quale è ben lungi dal produrre i frutti che se ne potrebbero legittimamente attendere; specialmente impedendo la distruzione dei pesci.

Vorrebbe poi che fosse saviamente utilizzata quella forza motrice, che può essere un vero tesoro per le industrie; che fosse vigilato il buon regime delle acque e vigorosamente incoraggiato l'incremento delle foreste modificando, ove occorra, la legge relativa e diffondendo gli opportuni insegnamenti.

Soprattutto bramerebbe che l'esercizio del credito agrario venisse affidato ad Istituti cooperativi locali, ritenendo questo il solo modo di combattere l'usura; e che si incoraggiasse la cooperazione nelle varie sue manifestazioni.

Esorta poi il Governo a seguire un indirizzo finanziario per il quale sia evitato ai contribuenti il peso di spese non strettamente necessarie.

Infine si compiace che il Parlamento si sia interessato della emigrazione e deplora che troppo frequenti scioperi minaccino non solamente la prosperità, ma l'esistenza di alcune industrie e specialmente dell'agricoltura; augurandosi che venga assicurata ovunque la libertà del lavoro e la pace fra le varie classi sociali (Bene! Bravo! — Congratulazioni).

Presentazione di disegni di legge e relazioni.

GIOLITTI, ministro dell'interno, presenta un disegno di legge, già approvato dal Senato, riflettente il collocamento a disposizione dei prefetti del Regno.

ZANARDELLI, presidente del Consiglio, presenta il disegno di legge, pure approvato dal Senato, sui ruoli organici dello Stato.

Ritira poi il disegno di legge sulla polizia sanitaria degli animali.

GUICCIARDINI, presidente della Giunta del bilancio, presenta la relazione sul bilancio della pubblica istruzione, un disegno di legge per maggiori assegnazioni di bilancio e uno per convalidazione di un decreto Reale di prelevamento.

Seguito della discussione del bilancio d'agricoltura.

SQUITTI richiama l'attenzione del Governo e della Camera sull'importante e trascurato argomento della pesca marittima. Ricordati i precedenti legislativi della legge sulla pesca, ne nota i difetti e la insufficienza. Lamenta la pesca ed il commercio illecito di prodotti immaturi e reclama su di essi una meglio ordinata vigilanza invocando modificazioni della penalità.

Passa a considerare dal lato economico la nostra industria peschereccia marittima e dimostra come sia ridotta ora in condizioni che umiliano il nostro Paese di fronte a qualunque altro d'Europa. Difatti la media del guadagno giornaliero del pescatore italiano è di circa 50 centesimi, mentre quella del pescatore francese è di lire 2.50 all'incirca.

Occorre adunque, egli dice, iniziare la necessaria elevazione economica dell'industria peschereccia, che si dibatte in angustie incomparabili. Si eviterebbe così la rapida diminuzione della popolazione peschereccia, che è tanto necessaria al reclutamento dei nostri marinai da guerra.

Ritiene poi che a conseguire questi fini giovi che il servizio della pesca marittima passi al Ministero della marina (Bene!).

ARNABOLDI segnala al Governo e alla Camera la necessità di provvedimenti capaci di condurre l'agricoltura nazionale a quel grado di perfezionamento che la metta in condizione di essere, come dovrebbe e potrebbe, la più produttiva fonte della ricchezza pubblica e privata.

Per arrivare a questo risultato, rileva come siano insufficienti le cifre stanziare in bilancio, che ascendono appena a tredici milioni, a beneficio dell'agricoltura; e cita ad esempio il capitolo per il servizio della fillossera di cui, nel bilancio in corso, fu ridotta la cifra malgrado che l'esperienza abbia dimostrato quanto fossero manchevoli anche le maggiori somme degli anni passati.

A proposito della fillossera, conviene nell'opportunità di rinunciare al metodo troppo costoso della distruzione là dove il metodo curativo è possibile; ma non può approvare una diminuzione nello stanziamento dal quale teme debba derivare una minore efficacia preventiva contro un flagello così dannoso all'agricoltura italiana.

Raccomanda che si cerchi di diffondere quanto più possibile le pubblicazioni agricole che danno insegnamenti utili e pratici; di crescere gli incoraggiamenti e i premi ai consorzi agrari e alle cooperative agrarie, di non eccedere negli aiuti alle cattedre ambulanti togliendo le somme occorrenti ad altri servizi di più immediata utilità; di aumentare il numero degli addetti commerciali presso le ambasciate all'estero.

Segnala in particolar modo i servizi, già riconosciuti dalla Giunta del bilancio, che questi addetti commerciali hanno potuto rendere, e quelli che si possono attendere dai medesimi per la preparazione dei nuovi trattati di commercio.

Per dare poi un migliore indirizzo alla Cassa medesima, vorrebbe che la sua amministrazione fosse affidata al Consorzio delle Casse di risparmio, che presenta le migliori garanzie.

Viene poi a considerare i dannosi effetti dell'insufficiente tutela dei boschi, e nota che questa non può venir affidata all'iniziativa privata, essendo gli interessi specialmente della piccola proprietà in contrasto coll'interesse generale.

Raccomanda al ministro di presentare la riforma della legge forestale, da tanto tempo attesa, facendo intanto meglio rispettare la legge vigente.

Insiste nell'affermare che, date le gravissime imposte che pesano sulla terra e le insidie e i pericoli da cui deve difendersi, lo Stato provvede troppo poco all'agricoltura e ai bisogni suoi: e ciò crede dipenda dalla errata tendenza di chieder troppo alla teoria e poco alla pratica, prescindendo troppo dal capitale, che

naturalmente si ritrae quando le spese e i rischi della produzione non sono proporzionati ai profitti.

Considera eccessive le spese che lo Stato e gli Enti amministrativi dedicano alle scuole industriali, commerciali e agricole, che danno, secondo le statistiche ufficiali, scarsissimi risultati; e perciò crede necessario mutare radicalmente indirizzo.

Loda l'istituzione di un'onorificenza per il lavoro, ma vorrebbe che servisse soltanto a distinguere il vero merito. Raccomanda poi che siano incoraggiati e resi veramente efficaci i concorsi regionali che hanno fatto così buona prova in altri paesi.

Segnala quindi la convenienza di mettere le tariffe ferroviarie in miglior corrispondenza coi bisogni della produzione e della esportazione, prendendo ad esempio ciò che fanno altri Stati.

Confida che il ministro vorrà prendere a questo proposito efficaci provvedimenti.

Rileva come la produzione equina segni un continuo decadimento, mentre l'importazione è in crescente aumento; e raccomanda al ministro di migliorare le condizioni dei depositi di stalloni e di meglio ordinare le stazioni di rimonta. Lo esorta poi a mettersi d'accordo col ministro della guerra, il quale, per promuovere la produzione nazionale, dovrebbe aumentare il prezzo minimo di acquisto dei puledri (Bene!).

Mette a raffronto gli stanziamenti di questo bilancio con la ricchezza privata del paese, per dedurne che essi non vi sono assolutamente proporzionati.

Accenna le riforme che, a suo avviso dovrebbero, oltre quelle che riguardano la scuola, promuovere un rinvigorismento della ricchezza nazionale, segnalando specialmente l'importanza di regolare le tariffe ferroviarie secondo i bisogni della produzione.

Rileva il grande frazionamento della proprietà in Italia, che potrebbe fornire una base di resistenza alla diffusione delle dottrine socialiste, come dimostra l'esempio di altri paesi, specialmente della Francia.

Al progresso continuo ed all'aumento del benessere economico deve corrispondere un equilibrio ed un accordo fra capitale e lavoro, ed è esiziale, ed, a suo avviso, riprovevole, la condotta di coloro che non vogliono riconoscere l'opera compiuta con amore e costanza dalle classi dirigenti nel passato, seguendone e comprendendone i tempi (Interruzioni all'Estrema Sinistra).

Crede che la proprietà ed il capitale debbano contribuire alla pacificazione sociale, avvicinandosi ai lavoratori ed interpretandone i bisogni; ma dall'altra parte deve cessare l'opera continua di denigrazione verso le classi abbienti (Bene!).

Conclude facendo voto perchè un ideale di pace e di amore riconcili tutte le classi sociali per la prosperità e la grandezza della patria (Approvazioni).

Presentazione di disegni di legge.

NASI, ministro dell'istruzione pubblica, presenta un disegno di legge per rimborso della maggiore spesa sostenuta dall'Amministrazione degli Ospedali civili di Bologna, per l'assetto delle cliniche universitarie; ed un altro disegno di legge per rimborso della somma dovuta, in esecuzione di sentenza arbitrale, all'Amministrazione degli Ospedali civili di Genova.

Seguito della discussione del bilancio dell'agricoltura e commercio.

SCALINI lamenta gli scarsi risultati che finora ha dato la Cassa nazionale di pensioni per gli operai, attribuendone in parte la colpa ai partiti avanzati, che ritiene contrari a questa istituzione. Crede che a diffondere gli scopi benefici della Cassa possa giovare la propaganda da esercitarsi per mezzo delle Cattedre ambulanti.

ABIGNENTE lamenta la esiguità di questo bilancio, i cui stanziamenti da non pochi anni a questa parte sono andati sempre diminuendo. E, poichè comprende che in questo momento non è

possibile spendere di più, raccomanda che almeno si spenda meglio.

Così ritiene che sarebbe indispensabile incoraggiare gli acquirenti di consimi chimici, adottando provvedimenti atti a prevenire le frodi.

Uguualmente vorrebbe agevolati i trasporti ferroviari dei contadini, i quali si rechino a colonizzare le plaghe incolte del nostro paese.

Un'altra questione, che merita tutta l'attenzione del Governo, è quella del regime forestale: converrebbe curare che la legge fosse meglio osservata, e promuovere più efficacemente i rimboschimenti.

Lamenta che difetti tuttora una legge unica sulla caccia, e che il nostro paese non abbia aderito alla relativa convenzione internazionale. Invoca intanto provvedimenti che valgano ad impedire la distruzione degli animali utili.

Vorrebbe che fosse usata maggior cura dal capo degli ingegneri minerari per ricercare e utilizzare le ricchezze sotterranee del nostro Paese.

Accenna al servizio geodinamico, e segnala gli eminenti servizi resi dall'ufficio di Casamiciola: deplora però le pessime condizioni di quel fabbricato, ed invoca immediati ed energici provvedimenti.

Richiama l'attenzione del Governo sulla prossima scadenza dei trattati di commercio, e raccomanda di prepararsi alle nuove negoziazioni coi più maturi ed accurati studi.

Invoca poi che sia senza ulteriore ritardo presentato il disegno di legge sui Demani feudali e comunali del Mezzogiorno, preparato dall'on. Guicciardini quando fu ministro dell'agricoltura; dimostrando la necessità d'istituire, come appunto proponeva l'on. Guicciardini, uno speciale commissario ripartitore, mentre ora tali funzioni sono state erroneamente attribuite ai prefetti.

Per la risoluzione di questa grave ed annosa questione, così importante per le provincie meridionali, si affida all'opera illuminata di Giuseppe Zanardelli (Approvazioni e congratulazioni).

Votazione a scrutinio segreto.

CERIANA-MAYNERI, segretario, fa la chiama.

Prendono parte alla votazione:

Abignente — Aggio — Agnini — Aguglia — Albertoni — Alessio — Angiolini — Aruaboldi — Avellone.

Bacelli Alfredo — Bacelli Guido — Balenzano — Barilari — Barnabei — Barzilai — Bastogi — Bergamasco — Bertolini — Biancheri — Bianchini — Bonin — Bonoris — Borsarelli — Boselli — Bovi — Bovio — Branca — Brunicardi.

Cabrini — Camagna — Campi — Cao-Pinna — Capaldo — Capece-Minutolo — Cappelli — Carcano — Carmine — Carugati — Casciani — Cavagnari — Celli — Ceriana-Mayneri — Cerri — Chiesa — Chimienti — Chinaglia — Ciccotti — Cimorelli — Cirmeni — Cocco-Ortu — Colosimo — Cortese — Costa — Cottafavi — Credaro — Curioni.

Danieli — De Amicis — De Bellis — De Bernardis — De Gaglia — Del Balzo Carlo — Del Balzo Gerolamo — Della Rocca — De Marinis — De Martino — De Nava — De Nicolò — De Nobili — De Novellis — De Prisco — De Renzis — De Risseis Giuseppe — De Seta — Di Broglio — Di Canneto — Di Rudini Antonio — Di San Giuliano — Di Sant'Onofrio — Di Scalea — Di Stefano — Di Terranova — Dozzio.

Engel.

Falconi Gaetano — Falconi Nicola — Falletti — Fazio — Ferraris Maggiorino — Ferraris Napoleone — Ferrero di Cambiano — Finocchiaro-Aprile — Fortis — Fortunato — Francica-Nava — Frascara Giacinto — Fulci Ludovico — Fulci Nicolò — Furnari — Fusco Alfonso — Fusinato.

Gaetani di Laurenzana — Galimberti — Galletti — Galli — Gallini — Galluppi — Garavetti — Gavazzi — Gavotti — Ghigi — Giolitti — Giordano-Apostoli — Girardi — Giuliani — Grassi-Voces — Guerci — Guicciardini.

Indelli.

Lacava — Landucci — Lemmi — Libertini Gesualdo — Libertini Pasquale — Lollini — Lovito — Lucchini Luigi — Lucifero — Luzzatti Luigi.

Mantica — Maraini — Marcora — Maresca — Marescalchi Alfonso — Masciantonio — Massimini — Maurigi — Maury — Mazza — Mazziotti — Medici — Mel — Mercè — Mestica — Mezzacapo — Mezzanotte — Micheli — Montagna — Montemartini — Monti-Guarnieri — Morando Giacomo — Murmura. Nasi — Niccolini — Nocito — Noè — Nofri.

Orlando.

Paganini — Pais-Serra — Pala — Pantano — Papadopoli — Patrizi — Pennati — Perla — Personè — Pescetti — Piccolo-Cupani — Pipitone — Podestà — Pozzo Marco — Prampolini.

Rava — Riccio Vincenzo — Rizza Evangelista — Rizzo Valentino — Rizzone — Ronchetti — Roselli — Rossi Enrico — Rossi Teofilo — Rovasenda — Rubini — Ruffo.

Sacconi — Salandra — Sanfilippo — Sani — Santini — Sappupo-Asmundo — Scalini — Scaramella-Manotti — Sichel — Sinibaldi — Soggi — Solinas-Apostoli — Sonnino — Sormani — Soulier — Spada — Spagnoletti — Squitti — Stelluti-Scala — Suardi.

Talamo — Tedesco — Testasecca — Tinozzi — Toaldi — Torlonia — Torraca — Torrigiani — Tripepi.

Ungaro.

Vagliasindi — Valeri — Valle Gregorio — Vallone — Vazzani — Ventura — Vigna — Vischi — Visocchi — Vitale.

Weil-Weiss.

Zanardelli — Zannoni — Zeppa.

Sono in congedo:

Altobelli.

Bonardi — Bracci — Broccoli.

Callaini — Civelli — Castiglioni — Cuzzi.

Dell'Acqua — De Luca Paolo.

Facta — Fasce — Farinet Alfonso — Fili-Astolfone — Finocchiaro Lucio — Franchetti.

Gorio — Grippo.

Lampiasi — Luzzatto Arturo.

Marazzi — Marsengo-Bastia — Marzotto — Matteucci — Miniscalchi — Morandi Luigi.

Palberti — Pavia — Piovene — Poggi — Pompilj — Pullè.

Resta-Pallavicino.

Sola — Sommi-Piccardi.

Tecchio.

Sono ammalati:

Arconati.

Bertesi.

Capoduro — Capozzi — Cipelli — Cocuzza — Coppino — Costa-Zenoglio — Crispi.

Daneo Gian Carlo — Di Bagnasco — Donadio — Donati Marco.

Freschi.

Mascia.

Picardi.

Rizzetti.

Serristori.

Wollemberg.

Assenti per ufficio pubblico:

Brunialti.

Gattoni.

Martini.

Pistoja.

PRESIDENTE proclama il risultamento della votazione:
Stato di previsione della spesa del Ministero della finanze per l'esercizio finanziario 1901-902.

Favorevoli	147
Contrari	83
Astenuto	1

Rendiconto generale consuntivo dell'Amministrazione dello Stato per l'esercizio finanziario 1897-98:

Favorevoli	155
Contrari	71
Astenuti	1

Rendiconto generale consuntivo dell'Amministrazione dello Stato per l'esercizio finanziario 1897-98.

Favorevoli	155
Contrari	73
Astenuti	1

Stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1901-1903.

Favorevoli	158
Contrari	71
Astenuto	1

(La Camera approva).

Interrogazioni ed interpellanze.

CARIANA-MAYNERI, segretario, ne dà lettura.

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'interno, sul contegno dell'Autorità di pubblica sicurezza di Spezia, la quale arbitrariamente arrestò ed espulse da quella città l'operaio conciatore Torquato Lenzini, privandolo così di quel lavoro sicuro che gli aveva garantito il suo padrone.

« Chiesa ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'interno circa la condizione degli amanuensi diurnisti, i quali da gran tempo lavorano con miserrima retribuzione presso le Prefetture e Sottoprefetture del Regno.

« Vischi ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare l'on. ministro delle poste e dei telegrafi per sapere se nella nomina dei ricevitori postali seguirà i criteri che furono tenuti dai passati Ministeri e dei quali si ebbe un'applicazione nella nomina del ricevitore di Migliaro in provincia di Ferrara.

« Sani ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per sapere se intenda di presentare il progetto di legge necessario all'esecuzione immediata della bonifica, per ragioni igieniche deliberata dal Consiglio comunale di Argenta, provincia di Ferrara, a beneficio di due frazioni di detto Comune.

« Sani ».

« Il sottoscritto chiede d'interpellare il ministro della pubblica istruzione, per conoscere se intenda che continui ancora, ingiusta, la differenza di trattamento che demoralizza, fra i diritti dei professori dei ginnasi e licei Regi e quelli dei pareggiati, mentre ugualmente gravi in tutto e per tutto ne sono le attribuzioni e i doveri.

« Valeri ».

« I sottoscritti chiedono d'interpellare l'on. ministro del tesoro per apprendere quali provvedimenti creda conveniente proporre a favore degli impiegati residenti nella Capitale privi d'in-

dennità di residenza, riparando alle gravi sperequazioni fra le diverse categorie di funzionari.

« Cottafavi, Santini, Girardi, Morpurgo, De Bellis, Monti-Guarnieri, Pais, Galluppi, Spagnoletti, De Gaglia, Per-sonè, Lemmi ».

Sull'ordine del giorno.

GALLINI domanda che nell'ordine del giorno della seduta antimeridiana di sabato sia iscritto il disegno di legge per gli onorari ai procuratori.

(Rimane così stabilito).

UNGARO fa uguale domanda per una sua proposta di legge per provvedimenti a favore dei commessi viveri della R. marina.

ZANARDELLI, presidente del Consiglio, è dolente di non poter consentire, sia perchè quel disegno di legge comprende disposizioni che hanno attinenza colla materia finanziaria, sia perchè si riserva egli stesso di presentare un disegno di legge per estendere la legge sugli infortuni del lavoro ad altre categorie di operai, fra le quali l'on. Ungaro potrà domandare che siano compresi i commessi viveri della R. Marina.

UNGARO insiste.

ZANARDELLI, presidente del Consiglio, prega nuovamente l'on. Ungaro di non insistere.

PRESIDENTE propone che sabato si proceda all'elezione di un segretario della Presidenza in sostituzione del compianto deputato Radice.

(Rimane così stabilito).

La seduta termina alle 18,40.

Comunicazioni della Segreteria della Camera

Deliberazioni degli Uffici.

Gli Uffici, nella riunione di stamane, dopo aver ammesso alla lettura 4 proposte di legge d'iniziativa: la prima del deputato Rizzetti, la seconda del deputato Baccelli Guido ed altri, la terza del deputato Staglianò, la quarta del deputato Vischi; ed una mozione del deputato Poli, hanno preso in esame i seguenti disegni di legge:

1. Diminuzione del dazio doganale sulle farine di grano (247), nominando commissari gli onorevoli Cottafavi, Zeppa, Cerri, Tripepi, De Bernardis, Sapuppo, Ferrero di Cambiano, Luzzatti Luigi e Vagliasindi;

2. Convenzione colla Cassa di risparmio di Bologna per l'istituzione ed il mantenimento di una scuola agraria presso quella R. Università (248). (Approvato dal Senato), nominando commissari gli onorevoli Mestica, Rava, Nocito, Rizzo Valentino, Gallini, Pozzo Marco, Mezzanotte, Fortunato e Marescalchi Alfonso;

3. Classificazione del porto di Villa San Giovanni in prima categoria, ed autorizzazione di spesa per opere portuali e ferroviarie (261), nominando commissari gli onorevoli Sanfilippo Cirmeni, Maurigi, Finocchiaro-Aprile, De Nava, Furnari, Montagna, Curioni e Libertini Gesualdo.

Costituzione di Commissioni e nomina di relatori.

La Commissione per l'esame delle domande di autorizzazione a procedere in giudizio contro il deputato Mirabelli per vilipendio delle istituzioni costituzionali dello Stato (260), si è oggi stesso costituita, nominando presidente l'on. Pais-Serra, segretario l'on. Mezzanotte e relatore l'on. Nocito.

Si è pure costituita la Commissione per l'esame del disegno di legge: « Classificazione del porto di Villa S. Giovanni in

prima categoria ed autorizzazione di spese per opere pertuali e ferroviarie », nominando presidente l'on. Cirmeni e relatore l'on. Curioni.

Si è pure costituita la Commissione per l'esame del disegno di legge: « Diminuzione del dazio doganale sulle farine di grano (247) », nominando presidente l'on. Luzzatti Luigi e segretario l'on. Vagliasindi.

Commissioni convocate per mercoledì 15 maggio 1901.

Alle ore 15: la Commissione per l'esame del disegno di legge: « Modificazioni al ruolo organico del personale delle Delegazioni del Tesoro (144) », coll'intervento dell'on. ministro del tesoro (Ufficio II).

Alle ore 16: la Commissione per l'esame del disegno di legge: « Convenzione con la Cassa di Risparmio di Bologna per l'istituzione e il mantenimento di una scuola agraria presso la R. Università di Bologna (248) (approvato dal Senato) » (Ufficio II).

Alle ore 16: in seduta privata la Giunta permanente per le elezioni.

Alle ore 17: la Commissione per l'esame della proposta di legge: « Ricostituzione in Comune autonomo del soppresso Comune di Barlassina (158) ». (Ufficio IV).

Alle ore 17: la Sottogiunta bilanci Interno ed Esteri.

DIARIO ESTERO

Telegrafano da Parigi, 14 maggio:

La Camera dei deputati riprende i lavori. Vi assistono moltissimi deputati.

Il presidente Deschanel comunica le interpellanze presentate all'Ufficio di presidenza, durante le vacanze. Tra esse ve n'è una di Castelin, sulla politica estera del Governo.

Il ministro degli affari esteri, Delcassé, dichiara di sapere che Castelin fu reso perplesso in seguito alla partenza della Squadra russa da Tolone, quasi alla vigilia dell'arrivo della Squadra italiana in quel porto, e poi in seguito alla comparsa della Squadra russa a Villafranca, nel momento che il presidente della Repubblica, Loubet, si recava ad imbarcarsi per Tolone.

« Castelin ritiene forse che vi sia in ciò un enigma. Non vi è però nessun enigma. Ciò che avvenne a Villafranca ed a Tolone, ha il chiarore di quel sole che illumina questo angolo fortunato della terra francese. »

« Nella visita della Squadra italiana e nel saluto che, in nome di Re Vittorio Emanuele, il Principe illustre che la comandava ha portato al Capo dello Stato, il Paese ha visto una dimostrazione non equivoca delle relazioni cordiali che negli ultimi anni si sono stabilite fra due nazioni che l'origine e la storia vogliono amiche, le cui legittime aspirazioni non potrebbero urtarsi in nessuna parte e che hanno, e se ne rendono conto, uguale interesse alla loro comune prosperità. »

« E così pure nelle salve dei cannoni della Squadra russa che salutarono a Villafranca il presidente della Repubblica, Loubet, che s'imbarcava per Tolone, il Paese ha visto un nuovo e significativo atto di cortesia dell'Imperatore Nicolò che aveva trovato il modo estremamente delicato di prendervi parte e che una volta di più affermava la solidità dell'alleanza che ogni giorno suggella il perfetto accordo della politica dei due Governi in tutte le questioni e che, al di fuori degli attacchi della politica e bene al di sopra di effimeri incidenti, resta immutata, come i grandi interessi nazionali, dei quali costituisce la miglior salvaguardia. »

« Il Paese che si affida al suo sicuro istinto, il Paese che non si tormenta e che non escogita ragionamenti per impedire a sé stesso di rallegrarsi, il Paese che è stato lieto di ciò che ha veduto come d'un nuovo e potente motivo di fiducia, come d'una forte ragione per proseguire con piena sicurezza di lavoro ostinato e fecondo per il quale saranno ancora aumentate le forze nazionali giudicate ovunque nel loro pieno valore, il Paese vi sarà riconoscente di secondare i suoi sforzi mediante la vostra opera legislativa, come il Governo vi è riconoscente di averlo aiutato ad attuare colla calma e la dignità convenienti ad una grande nazione una politica estera, di cui i Francesi non vorranno essere gli ultimi a riconoscere i risultati soddisfacenti » (Vivi applausi).

Castelin deplora che il Parlamento non sia messo in condizione da potere approvare la condotta del Governo.

Si rinvia la discussione delle interpellanze, e si passa all'ordine del giorno.

..

L'Agenzia Reuter, di Londra, pubblica un telegramma da Pechino in cui è detto che da fonte cinese attendibilissima si viene a sapere che la China non è aliena dall'accogliere la domanda d'indennità delle Potenze. Nei circoli esteri si crede che la China si mostra arrendevole per ottenere il sollecito ritorno delle truppe straniere.

Frattanto la partenza di queste truppe è già incominciata. Gli Americani hanno sgombrato tutti i distretti sottoposti al loro controllo, tranne la città proibita che, non ostante le pretese delle altre Potenze, resterà occupata fino a tanto che da Washington non ne sarà ordinato lo sgombrò.

Per impedire lo scoppio di disordini, dopo il ritiro delle truppe americane, il generale Chaffee avvertì della partenza delle truppe il generalissimo Waldersee.

I distretti già occupati dalle truppe americane e che si estendono fino al confine settentrionale, furono sottoposti al controllo degli Inglesi; gli altri distretti sono affidati al controllo delle truppe tedesche.

Anche il comandante inglese ha preso le misure necessarie per l'immediato rimpatrio di una parte delle truppe indiane che si trovano nell'Estremo Oriente.

..

Non sono troppo liete le notizie che pubblicano i giornali inglesi sull'Africa meridionale.

La *Westminster Gazette* dice che il momento è critico perchè se la guerra non sarà terminata nei tre o quattro mesi prossimi, essa durerà ancora un altro anno.

Il *Times* pubblica una lunga lettera del suo corrispondente a Pretoria, nella quale si afferma che i Boeri si ritireranno nelle montagne durante la stagione d'inverno e che nella primavera le ostilità verranno riprese col maggior vigore. Quanto ai distretti occidentali dell'Orange essi sono tutt'altro che pacificati, e la situazione non vi è punto rassicurante.

E lo *Standard* pubblica un telegramma in cui è detto che, dopo tanti cannoni presi, si era creduto che i Boeri non avessero più artiglieria, ma che sgraziatamente essi hanno ancora dei cannoni e molte munizioni. Secondo le migliori informazioni, i Boeri in campagna sarebbero ancora in numero di 16,500.

Il *Morning Post* di Londra ha per telegrafo da Washington che i Filippini sono disposti a deporre le armi alla condizione che le isole Filippine vengano proclamate territorio autonomo sotto il protettorato degli Stati Uniti d'America, con un residente americano a Manilla, che abbia poteri analoghi a quello del residente inglese in Egitto.

R. ACCADEMIA DEI LINCEI

Classe di scienze fisiche, matematiche e naturali.

Seduta del 5 maggio

Presidente, senatore P. BLASERNA.

Il segr. Cerruti presenta le pubblicazioni giunte in dono, segnalando quelle dei soci De Lapparent, Helmholtz, Lockyer, Pfüger ed i fascicoli 17° e 18°, contenenti i risultati delle « Campagne scientifiche del Principe di Monaco ».

Il socio Todaro, a nome dell'autore, presenta l'opera del socio Luciani, intitolata: « Fisiologia dell'uomo » con un breve cenno della sua importanza scientifica.

Il socio Foà legge una « commemorazione » del socio sen. Giulio Bizzozzero, nella quale pone in rilievo l'opera scientifica di lui.

Vengono poi presentate le seguenti note per la inserzione nei Rendiconti accademici.

1. Tacchini. - « Sulla distribuzione in latitudine delle macchie solari osservate al R. Osservatorio del Collegio Romano nel 1900 ».

2. Millosevich. - « L'orbita di Eros in base al periodo agosto 1898 aprile 1901 ».

3. Borri. - « Anatomia dell'apparato senso-motore dei cirri delle Cucurbitacee ».

4. Maffucci. - « L'intossicazione tubercolare della femmina del maschio tubercolitico ».

5. Levi-Civita. - « Sui moti stazionari di un corpo rigido nel caso della Kowalevsky ». Pres. dal corrisp. Ricci.

6. Palazzo. - « Sul terremoto del 24 aprile 1901 nei pressi di Palombara Sabina ». Pres. dal socio Tacchini.

7. Pesci. - « Costituzione dei composti organo-mercurici dell'acido benzoico ». Pres. del socio Ciamician.

8. Detto. - « Acido ortomercurico di benzoico ». Pres. id.

NOTIZIE VARIE

ITALIA

S. M. la Regina Madre ricevette ieri una Commissione venuta da Venezia e composta del conte Grimani, Sindaco di Venezia, del comm. Cerutti, Presidente di quel Consiglio provinciale, della contessa Marianna Gargnani-Marini, l'unica superstite delle donne veneziane che subirono il carcere austriaco per la patria, e di Vittoria Corda, sarta, una brava popolana, col capo coperto del classico velo veneziano.

La Commissione presentò all'Augusta Signora l'*album* contenente un indirizzo di devozione e di condoglianza, firmato da oltre diciassettomila donne veneziane di ogni ceto. L'*album*, ricco ed artistico, è

riposto in un cofano d'ebano sormontato da una statua in bronzo.

S. M. ammirò e gradì moltissimo l'omaggio ricevuto e parlò con entusiasmo di Venezia, dove, disse, tornerà dopo che si sarà compiuto il lieto avvenimento che la Sua Casa in questi giorni aspetta.

In onore di S. A. R. il Duca degli Abruzzi. — La Società Geografica Reale di Londra consegnerà il 20 corr. a S. A. R. il Duca degli Abruzzi una medaglia per servizi resi alla scienza mediante la spedizione polare.

Accademia dei Lincei. — La Classe di scienze Morali, Storiche e Filologiche terrà seduta il 19 corr. alle ore 14, nella residenza dell'Accademia (Palazzo già Corsini, via della Lungara).

Congresso dei ricevitori postali. — Posdomani venerdì, nelle sale della Società degli impiegati civili verrà aperto il 3° Congresso nazionale dei ricevitori degli uffici postali e telegrafici di 2ª e 3ª classe.

Tiro a segno nazionale. — Domani dalle ore 9 alle 16, al poligono Umberto I a Tor di Quinto, si eseguiranno tutte le lezioni regolamentari del tiro, continuerà il corso delle istruzioni militari ed avrà luogo la gara mensile stabilita dal programma, rimandata domenica scorsa per cattivo tempo.

Si eseguiranno inoltre con le solite norme le categorie III, IV, V e VIII e la *Gara popolare* a 100 metri libera a tutti soci e non soci.

Mostra campionaria perugina. — Domenica scorsa a Perugia, presenti le Autorità, il Comitato d'onore e gli espositori, si inaugurò la prima mostra campionaria nazionale nei locali dell'anfiteatro Turreno.

Il cav. Terzo Bellucci, presidente del Comitato, ed il signor Cominazzini Felice, segretario, dissero dello scopo propostosi dal Comitato nell'indire l'Esposizione.

Il sindaco, comm. Ulisse Rocchi, salutò, in nome di Perugia, gli espositori.

La Mostra venne dichiarata aperta, mentre la banda cittadina suonava l'Inno Reale.

Una frana in Basilicata. — Si telegrafa da Potenza 15:

« È giunta notizia che nell'abitato di Acerenza si è staccato un grande masso che ha travolto molte case.

Sono accorsi sul luogo del disastro le Autorità, carabinieri e soldati.

Fino ad ora sono stati accertati 15 morti ».

Marina militare. — Il foglio d'ordini del Ministero della Marina reca che col 1° giugno p. v. passi in disponibilità a Venezia la R. nave *Monzambano* col seguente stato maggiore:

Tenente di vascello Frigerio Ettore — Capo macchinista di 2ª classe Carniel Vittorio — Commissario di 2ª cl. Chiarini Carlo.

Colla stessa data passerà in armamento ridotto la R. nave *Galileo* quale nave ammiraglia del terzo dipartimento marittimo. Lo stato maggiore sarà il seguente:

Capitano di corvetta Nagliati Antonio — Tenente di vascello Brandis Augusto — Sottotenenti di vascello Liebo Federico, Bernacoli Massimo, Bonaldi Silvio — Capo macchinista di 2ª classe Grego Luigi — Medico di 2ª classe Duranti Valentini Curzio — Commissario di 2ª cl. Contardo Tito.

— La R. nave *Calabria* è giunta ieri ad Aden,

A bordo tutti bene.

— La torpediniera 65 S è passata in armamento ridotto al comando del tenente di vascello Nani.

La torpediniera 102 S è passata in disponibilità rimanendo aggregata alla squadriglia posta al comando del capitano di corvetta Borrello Enrico.

Marina mercantile. — Ieri il piroscafo *Toscana* della C. L., da San Vincenzo proseguì pel Plata; i piroscafi *Etruria* e *Duchessa di Genova*, della Veloce, giunsero, il primo a Colon, ed il secondo a New-York; il piroscafo *Trojan Prince*, della P. L., proseguì per Genova da Punta Delgada.

Stamane il piroscafo *Sirio*, della N. G. I., da San Vincenzo ha proseguito per Genova.

ESTERO

La scoperta d'un singolare mammifero.

— Il *Times* consacra un lungo articolo alla descrizione di un mammifero stato ora scoperto sui confini del Congo e dell'Uganda.

Esso ricorda esattamente l'antico *helladotherium* che popolava un tempo la Grecia e l'Asia minore e di cui non si conosce ora che il fossile. Ha la testa di tapino, il collo di cavallo, le orecchie d'asino, le dimensioni di un bue; ecco le sue caratteristiche. Ciò che però è ancora più significativo è il colore vario della pelle.

La fronte è di un rosso vivo; una striscia nera segue il naso e contorna le narici. Le orecchie sono del pari rosse, come il collo e le spalle con macchie cremisi. Le gambe e le zampe sono striate come quelle di una zebra, con delle macchie rosse sulle righe bianche. Non ha denti incisivi alla mascella superiore, essendo un ruminante. La lingua, mobilissima, come quella della giraffa, porta sotto i molari le foglie che servono di nutrimento.

Questo strano miscuglio di cavallo, di zebra, d'asino, di bue, di tapino e di giraffa è chiamato dagli indigeni *okapi*. Vive nelle foreste dell'Ituri e sulle rive della Semliki. Alcune pelli e alcuni crani di *okapi* arriveranno prossimamente al « British Museum ». Saranno poi prese misure perchè la razza di questo singolare mammifero non scompaia.

Esposizione internazionale a Namur.

La Legazione del Belgio in Roma ha pregato la Società degli agricoltori italiani di diffondere la notizia che, sotto l'alto patronato di S. M. il Re dei Belgi, dal 1° al 20 luglio p. v. si terrà a Namur un'esposizione internazionale di caseificio e di macchine agricole.

Per norma degli interessati, le domande d'iscrizione debbono inviarsi entro il corrente maggio al Commissariato generale del concorso agricolo di Namur (Belgio).

Il prosciugamento del mare di Zuyder.

Il Governo Olandese ha presentato al Parlamento un disegno di legge circa il prosciugamento d'una parte del mare di Zuyder a spesa dello Stato. Il disegno di legge propone d'unire le coste delle due provincie dell'Olanda settentrionale e del Friesland al nord dell'Yssel con una diga e di prosciugare 46,000 ettari del mare di Zuyder.

Le spese, che verrebbero coperte con un prestito, sono calcolate a 95 milioni di fiorini.

I lavori dovrebbero essere terminati in diciotto anni. Il bilancio verrebbe aumentato durante sessant'anni di due milioni di fiorini.

La produzione del vino in Algeria. — Sulla produzione vinicola dell'Algeria, concorrente così pericolosa per il nostro paese, troviamo nel *Bollettino di notizie agrarie* le seguenti informazioni:

I terreni coltivati a viti nella colonia misurano, secondo una recente pubblicazione del signor Giulio Rouanet, 145,226 ettari, di cui 48,560 nel dipartimento d'Algeri, 16,899 in quello di Costantina e 79,767 in quello d'Orano. Calcolasi che il valore iniziale, o costo di creazione di questi vigneti, salga a circa mezzo miliardo.

La superficie coltivata a viti, la quale non era, nel 1880, che di 30,241 ettari, d'un valore di 90 milioni di franchi, si è, nel corso di 20 anni, accresciuta di 115,000 ettari, coll'investimento

d'un capitale di 400 milioni di franchi, ossia, in media, di 20 milioni l'anno, più della metà dei quali però gravano sui vigneti in parola come debito ipotecario.

Coll'estendersi della coltura della vite è, naturalmente, andata crescendo la produzione del vino e vuolsi che sia, nello scorso anno, salita a circa 4 milioni e mezzo di ettolitri: ma, per quanto abbondante, è risultata poco remuneratrice attesa la scarsa domanda di vino algerino da parte della Francia, che ha avuto una produzione propria di 67,332,661 ettolitri invece di 47,907,680 nel 1899 e d'una media annuale di 35,964,508 nel decennio dal 1890 al 1899.

Ne è derivato un grande rinvio, specie dei vini non possedenti un forte grado alcoolico.

Qualità, che sotto l'impressione delle notizie di temporali e di inondazioni nel mezzogiorno della Francia quotavansi, sul principio della campagna, in ragione di fr. 12 l'ettolitro, trovano ora difficilmente compratori a 6 franchi.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

PARIGI, 14. — Nel Consiglio dei Ministri tenutosi oggi all'Eliseo, il ministro degli affari esteri, Delcassé, annunciò che 2000 soldati appartenenti al Corpo di spedizione francese in China sono stati rimpatriati e che l'intero Corpo rimpatrierà ugualmente, appena la China avrà soddisfatto alle ultime clausole della Nota collettiva delle Potenze, specialmente dopo che sarà regolata la questione delle indennità.

MADRID, 14. — La Regina-Reggente ha firmato il decreto che nomina il senatore Cipriano Del Mazo, Ambasciatore di Spagna presso S. M. il Re d'Italia, in sostituzione di Dupuy de Lome.

Il Consiglio dei Ministri ha deciso di ristabilire le garanzie costituzionali a Barcellona.

LONDRA, 14. — Il *Times* ha da Pechino e lo *Standard* da Shanghai che i plenipotenziari cinesi propongono alla Corte imperiale di pagare alle Potenze le indennità in trenta annualità ed in ragione di quindici milioni di taels l'anno, sui prodotti delle gabelle, delle dogane indigene e del Likin.

MESOCO, 14. — Una numerosa carovana fu sovrastata ieri sulle Alpi bernesi da una valanga che seppellì otto operai italiani.

Due cadaveri sono stati ritrovati. Le ricerche continuano.

PARIGI, 14. — Senato. — Si riapre la sessione. La seduta è occupata esclusivamente dalle formalità d'uso. Il Governo presenta il progetto di legge sulle Associazioni.

GENOVA, 14. — Nel pomeriggio è giunto l'*Yacht Maroussia*, proveniente da Barcellona, con il Duca e la Duchessa d'Orléans.

VIENNA, 14. — Camera dei deputati. — Si discute la proposta della Commissione sulla viticoltura, la quale chiede che, in occasione del rinnovamento dei trattati di commercio, sia mantenuto il dazio doganale di 20 fiorini in oro su tutti i vini e che soltanto in caso di necessità possa concedersi all'Italia una diminuzione di tale dazio per l'importazione di una determinata quantità di vini bianchi italiani, ma fissando per questi un dazio non inferiore a 12 fiorini in oro. Però tutti gli altri Stati dovrebbero essere esclusi da questo privilegio.

Il relatore, Marchet, rileva che la concorrenza dei vini italiani non è così pericolosa per i vini austriaci come quella dei vini francesi.

La diminuzione dei dazi sui vini francesi causerebbe la rovina della produzione vinicola austriaca.

Il Ministro del commercio, Call, dichiara che il Governo non prenderà parte alla discussione, poichè, pur riconoscendo la cattiva situazione della produzione vinicola austriaca, esso consi-

dera che la conclusione di nuovi trattati di commercio sarebbe pregiudicata se, in seguito a decisione della Camera, venissero preventivamente fissate disposizioni speciali.

Il Governo confida che il trattato di commercio coll'Italia potrà essere concluso, pur tutelando soddisfacentemente le reciproche esigenze giustificate (Applausi).

Si approva infine la proposta della Commissione sulla viticoltura.

La seduta è tolta.

ABBAZIA, 15. — A bordo dell'incrociatore *Psara*, ebbe luogo un pranzo in onore del Re e della Regina di Rumania.

Il Re Giorgio brindò in francese, dicendo essere felicissimo di salutare i Reali di Rumania che per la prima volta misero piede su territorio ellenico e soggiungendo sentirne gioia straordinaria. Bevve alla salute del Re e della Regina di Rumania.

La musica intonò poscia l'inno rumeno.

Indi il Re Carlo rispose pure in francese, felicitandosi di trovarsi presso il Re degli Elleni. Bevve alla salute del Re e della Regina e della prosperità della Grecia.

La musica intonò l'inno ellenico.

VIENNA, 15. — Il *Fremdenblatt* dà il benvenuto ai Re di Grecia e di Rumania, dicendo che ambedue godono l'amicizia dell'Imperatore Francesco Giuseppe e le simpatie del popolo austro-ungarico, tanto più che la presente intervista non può che consolidare le relazioni amichevoli fra la Rumania e la Grecia e servire così agli interessi della pace generale.

LONDRA, 15. — La *London Gazette* pubblica un rapporto del generale Gascolee circa i servigi resi in China da ufficiali esteri. Esso cita specialmente i colonnelli italiani Garioni e Salsa.

PECHINO, 15. — La Corte imperiale ha risposto alla Nota delle Potenze, dichiarando di accettare le offerte, già annunziate dei suoi plenipotenziari, relative al pagamento delle indennità in un trentennio.

La China chiede però che l'indennità globale venga ridotta ad un miliardo di franchi.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE del R. Conservatorio del Collegio Romano del 14 maggio 1901

Il barometro è ridotto a zero. L'altezza della stazione è di metri 50,60

Barometro a mezzodì 759,1

Umidità relativa a mezzodì 40

Vento a mezzodì NW debolissimo.

Cielo poco nuvoloso.

Termometro centigrado Massimo 21°,7

Minimo 10°,4.

Pioggia in 24 ore mm. 5,6

Li 14 maggio 1901.

In Europa è ancora molto elevata su tutta la regione settentrionale Arcangelo 776; la minima è di 762 sul mare Jonio.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito dovunque sino a 4 mm. in Sardegna; temperatura irregolarmente variata; piogge abbondanti sul medio versante adriatico e Sicilia, pioggie deboli temporali sul Lazio e Italia settentrionale; venti forti del 2° quadrante in Emilia e Veneto.

Stamane: cielo sereno in Toscana, Lazio ed alto versante adriatico, nuvoloso sulle Marche, Calabria e Sicilia, vario altrove; venti deboli settentrionali.

Barometro massimo a 767 sul Veneto, minimo a 762 sull'Jonio.

Probabilità: venti deboli o moderati settentrionali; cielo quasi sereno sull'Italia superiore, vario altrove; qualche pioggia e temporali al S e in Sicilia.

BOLLETTINO METEORICO dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

ROMA, 14 maggio 1901.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA	
			Massima	Minima
			nelle 24 ore precedenti	
Porto Maurizio	1/4 coperto	calmo	18 5	8 5
Genova	1/4 coperto	calmo	13 9	11 3
Massa Carrara	sereno	calme	17 1	8 1
Cuneo	3/4 coperto	—	12 2	6 2
Torino	coperto	—	12 2	8 3
Alessandria	1/2 coperto	—	11 0	10 2
Novara	1/2 coperto	—	13 7	8 1
Domodossola	3/4 coperto	—	14 4	4 8
Pavia	1/4 coperto	—	13 9	7 0
Milano	1/2 coperto	—	14 2	8 4
Sondrio	3/4 coperto	—	12 2	7 8
Bergamo	1/2 coperto	—	12 2	7 4
Brescia	coperto	—	13 1	8 9
Cremona	1/4 coperto	—	12 2	8 3
Mantova	3/4 coperto	—	12 4	10 0
Verona	piovoso	—	14 4	10 0
Belluno	piovoso	—	12 4	8 1
Udine	coperto	—	21 5	12 2
Travisio	coperto	—	18 0	11 7
Venezia	coperto	calmo	17 8	11 9
Padova	coperto	—	17 4	10 8
Rovigo	coperto	—	22 2	9 7
Piacenza	coperto	—	12 3	7 1
Parma	1/2 coperto	—	12 0	7 9
Reggio Emilia	1/4 coperto	—	12 8	10 4
Modena	3/4 coperto	—	15 8	8 2
Ferrara	coperto	—	17 5	10 9
Bologna	coperto	—	16 6	9 1
Ravenna	coperto	—	21 6	9 8
Ferri	coperto	—	20 6	12 2
Pesaro	piovoso	mosso	19 0	11 7
Ancona	piovoso	mosso	22 8	13 6
Urbino	piovoso	—	19 9	6 0
Macerata	piovoso	—	20 9	9 4
Ascoli Piceno	piovoso	—	22 5	13 8
Perugia	coperto	—	22 0	9 6
Camerino	nebbioso	—	19 4	8 4
Lucca	nebbioso	—	17 8	6 7
Pisa	1/4 coperto	—	?	6 4
Livorno	coperto	calmo	18 6	5 6
Firenze	piovoso	—	20 3	10 0
Arezzo	1/2 coperto	—	22 4	9 3
Siena	1/4 coperto	—	19 9	7 4
Grosseto	coperto	—	21 6	9 4
Roma	piovoso	—	22 2	13 7
Teramo	piovoso	—	22 6	10 9
Chieti	coperto	—	21 0	11 0
Aquila	piovoso	—	20 9	10 0
Agnone	coperto	—	19 2	8 6
Foggia	coperto	—	24 0	14 0
Bari	3/4 coperto	calmo	19 5	11 0
Lecce	coperto	—	21 5	11 0
Caserta	coperto	—	24 0	13 1
Napoli	coperto	calmo	21 0	13 2
Benevento	coperto	—	25 2	12 8
Avellino	coperto	—	21 8	10 9
Caggiano	piovoso	—	19 3	9 2
Potenza	piovoso	—	20 5	10 1
Cosenza	1/2 coperto	—	25 0	10 0
Tiriolo	coperto	—	16 4	4 8
Reggio Calabria	coperto	legg. mosso	21 0	14 6
Trapani	piovoso	legg. mosso	24 6	15 6
Palermo	piovoso	calmo	21 3	14 8
Porto Empedocle	coperto	calmo	23 0	13 0
Caltanissetta	—	—	—	—
Messina	coperto	calmo	21 5	16 3
Catania	coperto	calmo	23 2	14 5
Siracusa	coperto	calmo	24 0	14 0
Cagliari	coperto	mosso	18 0	8 7
Sassari	3/4 coperto	—	15 7	8 8